



Distr. : GENERALE

E/ECA/TRADE/93/33
15 Janvier 1994

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Original : FRANÇAIS

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Réunion du Groupe intergouvernemental d'experts
préparatoire à la cinquième session de la
Conférence des ministres africains des finances

Cinquième session de la Conférence
des Ministres africains des
finances

Libreville, Gabon
24-26 février 1994

Libreville, Gabon
1-2 mars 1994

**OBSTACLES MAJEURS A LA MOBILISATION DE RESSOURCES
INTERIEURES ET EXTERIEURES POUR FINANCER LE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE:**

UNE ETUDE DE CAS SUR LE SENEGAL

TABLE DES MATIERES

	Paragrophes
I. INTRODUCTION	1-5
II. ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE: TRAITS CARACTERISTIQUES DE LA MOBILISATION ET L'UTILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES AU SENEGAL	6-15
A. PRINCIPALES PHASES DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE	6-9
B. TENDANCES DE QUELQUES PARAMETRES ECONOMIQUES DANS LES ANNEES 80	10-15
III. OBSTACLES MAJEURS A LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES AU SENEGAL	16-55
A. SUR LE PLAN INTERNE	18-38
B. SUR LE PLAN EXTERNE	39-55
IV. INCIDENCE DE L'INTERVENTIONNISME ETATIQUE	56-79
A. A TRAVERS LES DIVERS PLANS DE REDRESSEMENT	59-62
B. A TRAVERS SES DIVERSES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	63-79
V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	80-121
ANNEXES	
TABLEAU 1: AGREGATS MACRO-ECONOMIQUES, EPARGNE, INVESTISSEMENT, BESOIN DE FINANCEMENT DE LA NATION.	
TABLEAU 2: RECETTES, DEPENSES ET DEFICITS PUBLICS.	
TABLEAU 3: DETTE EXTERIEURE DU SENEGAL.	

I. INTRODUCTION

1. A sa quatrième session tenue à Addis Abeba les 17 et 18 décembre 1991, la Conférence des ministres africains des finances a adopté la résolution 2(IV) relative à l'élaboration d'études de cas en vue d'identifier et de supprimer les obstacles à la mobilisation de ressources financières aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur.

2. C'est à ce titre que le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a entrepris du 6 au 23 septembre 1993 une mission de travail au Sénégal. Dans cette étude, il est dûment tenu compte des résultats de cette mission.

3. C'est un fait indéniable que les pays en développement, fournissent des efforts considérables pour assurer un mieux-être à leurs populations. Néanmoins, l'ampleur et la difficulté de la tâche varient d'un pays à l'autre en fonction de nombreuses variables clés dont les ressources naturelles et humaines, les connaissances techniques et les capitaux ainsi que l'environnement socio-politique.

4. Quel que soit le sens à donner à telle ou telle variable, ou combinaison de variables, on s'accorde généralement sur le fait qu'il existe une corrélation étroite entre la formation de capital et la croissance économique. D'où l'importance primordiale que revêt l'épargne quand il s'agit d'atteindre les taux de croissance souhaités, épargne alimentée, soit par des ressources intérieures, soit par des fonds provenant de l'étranger.

5. D'après une étude réalisée par le secrétariat de la CEA^{1/} et portant, entre autres, sur la mobilisation de cette épargne, un point de départ essentiel serait une analyse des tendances observées au niveau des ressources financières internes et des courants de ressources externes ainsi que des modes de leur utilisation axés sur la croissance et le développement économique. Dans cette optique, la présente étude de cas s'intéresse d'abord à ce point de départ qui est l'analyse des tendances eu égard à la complexité de l'environnement socio-économique du pays. Un certain nombre d'obstacles majeurs à la mobilisation des ressources aussi bien sur le plan interne qu'externe seront examinés ensuite. Le troisième point sera consacré à l'incidence des diverses mesures d'intervention face aux obstacles identifiés. Au terme de l'étude,

^{1/} CEA: "Stratégies pour la mobilisation de ressources financières pour le développement de l'Afrique, dans les années 90", doc. E/ECA/CM.19/5, février 1993.

E/ECA/TRADE/93/33

Page 2

des recommandations seront formulées en vue d'améliorer l'efficacité de ces mesures au Sénégal.

II. ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE: TRAITS CARACTERISTIQUES DE LA MOBILISATION ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES AU SENEGAL

A. PRINCIPALES PHASES DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE

a) Période 1960-1973

6. Entraînée par l'économie arachidière et de façon plus générale par l'agriculture, l'économie du pays a poursuivi une croissance relativement régulière d'environ 3% par an. Le PIB connaîtra cependant, de sérieuses fluctuations au point de se situer autour de 2% à la fin des années 60. A cet égard, le Plan d'orientation 2/ précise que la croissance moyenne du PIB a atteint 2,4% pour la période allant de 1960 à 1972.

b) Période 1974-1977

7. Ces années marquent pour le Sénégal le retour d'une conjoncture favorable: augmentation des revenus, du prix d'achat de l'arachide au producteur, de la masse salariale de la fonction publique. Il en est résulté une relance de la consommation finale, une croissance conjoncturelle de l'agriculture et des industries extractives entraînant une nette reprise de la croissance du PIB, soit 4,8% par an. A cette période de relative prospérité, une logique d'enrichissement et de distribution de revenus a prévalu sur une logique d'accumulation. Bien que la puissance publique ait tenté de prendre le relais d'un secteur privé défaillant, les investissements sont restés à un niveau modeste 3/.

c) Période 1978-1980

8. C'est une période qui a entraîné des fluctuations irrégulières du cours de l'arachide, une baisse de 25% des prix à l'exportation, alors que par ailleurs, la reprise de l'inflation mondiale et le choc pétrolier venaient gonfler les prix des importations. En somme, elle a été une période de toutes les crises caractérisée par une chute de 33% des recettes d'exportation, des sécheresses répétées, une instabilité des taux de change, une contraction du commerce international, ramenant ainsi le taux moyen annuel du PIB à environ 2%.

2/ République du Sénégal: "Plan d'orientation pour le développement économique et social 1989-1995" (VIIIème Plan, octobre 1989).

3/ G. Duruflé, "L'ajustement structurel en Afrique", Editions Karthala, Paris, 1988, p. 27.

9. En effet, la régression du PIB par habitant (aux prix constants) telle qu'indiquée dans l'encadré I s'explique largement par la faible progression du taux de croissance de l'agriculture qui, après avoir été légèrement supérieur au taux d'accroissement démographique jusqu'en 1987/88, soit 4,70%, est devenu sensiblement inférieur (-1,73). De plus, la contribution des services et du secteur manufacturier, a connu dans l'ensemble une forte dégradation après les années 1987/88 pour n'enregistrer une légère amélioration qu'à partir des années 1989-90. A cela s'ajoute surtout le fait qu'à la fin des années 70, le Sénégal a été très affaibli par des chutes de revenus considérables, notamment dans le secteur rural et des déséquilibres économiques importants.

B. TENDANCES DE QUELQUES PARAMETRES ECONOMIQUES DANS LES ANNEES 80

10. En se référant aux données statistiques disponibles au secrétariat de la CEA 4/, on note que le taux d'accroissement du PIB a été estimé à -0,3% pour la période 1992-93 5/. Par ailleurs, le programme d'ajustement économique et financier à moyen et long termes (1985-1992) qui avait pour objectifs d'assainir les finances publiques et d'accélérer la croissance économique, prévoyait un taux de 3,5%. Comparé à celui de l'accroissement démographique, estimé à 2,9% (croissance naturelle), la conclusion est que le niveau de la croissance économique est peu suffisant pour permettre une amélioration du revenu par habitant et contribuer de façon significative à l'épargne.

4/ CEA, Division de la statistique

5/ Voir le tableau 1 fourni par le Ministère sénégalais de l'économie, des finances et du plan.

11. Concernant particulièrement l'épargne nationale, l'examen du tableau 1 sur les agrégats économiques 6/ fait ressortir ce qui suit:

- une lente progression du taux d'épargne intérieure institutionnelle sur la période 1987-90 7/.
- une nette augmentation des taux d'épargne des ménages et une diminution du taux de l'épargne au niveau des services des facteurs et des transferts nets courants.

Encadré 1. Taux d'accroissement annuel du produit intérieur brut au coût des facteurs constants 1980 (1987-1991)
(pourcentage)

	1987-1988	1988-1989	1989-1990	1990-1991
PIB, total	5,27	-1,50	0,90	2,55
PIB/habitant	2,38	-4,20	-1,87	-0,25
PIB/secteur				
- Agriculture	4,70	-1,73	2,04	3,40
- Manufacture	9,23	-2,93	0,08	3,00
- Services	4,04	-1,39	0,36	1,77

Source: CEA, Division de la Statistique

6/ On signalera que les données de ce tableau ont été complétées par les résultats de la mission de la CEA au Sénégal du 6 au 23 septembre 1993.

7/ Se référer également à une étude "Ressources humaines dans la stratégie globale du développement économique et social", doc. ECA/ICRD/88/12, du Ministère du Plan et de la coopération du Sénégal à l'occasion de la Conférence sur le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique, Khartoum (Soudan) 5 au 8 mars 1988. A toutes fins utiles, l'étude indique que le taux d'épargne intérieure a été de 6,9% en moyenne sur la période 1959-1972 et de 10,8% entre 1972 et 1980.

Par ailleurs, dans les recommandations, l'étude fera une distinction entre l'épargne institutionnelle et l'épargne non-institutionnelle qui est encore non quantifiable et non intégrée dans le secteur bancaire.

12. La contribution des ménages à l'effort d'épargne intérieure a été relativement forte dans les années 60 (6,5% entre 1960 et 1968). Néanmoins, la propension moyenne à épargner de cette couche sociale est allée décroissante, particulièrement à la fin de la décennie 80 (4,95% entre 1973 et 1980). Malgré ces fluctuations, cette contribution reste importante et se situerait à près de 30% de l'épargne intérieure sur la longue période 1960-1988.

13. Sur le plan des finances publiques, (tableau 2), le déficit budgétaire, en pourcentage du PIB, s'est creusé, passant de -4,5% en moyenne (période 1980-1987) à -5,2% en 1988. Ceci, joint aux déficits enregistrés au niveau des comptes extérieurs, constituait les symptômes plus révélateurs d'une situation financière peu encourageante. C'est ainsi qu'en dépit des taux relativement positifs des ménages, l'épargne intérieure est demeurée insuffisante pour financer les dépenses d'investissement et couvrir une partie des besoins de trésorerie du pays.

14. Cela explique pourquoi le pays a dû recourir de façon intensive aux sources extérieures de financement. Il a entraîné au cours de la période 1980-1992, une augmentation constante de l'encours de la dette qui est passé de 1,5 milliards de dollars EU à 3,9 milliards. Le service de la dette a suivi une courbe ascendante, passant de 258 millions de dollars EU en 1980 à 391 millions en 1988. Après une série de réaménagements, le service a été en 1991 ramené à 311 millions, soit 19% des recettes d'exportations contre 32,5% en 1987 (encadré 2).

Encadré 2.

Dette extérieure et service de la dette
(Millions de dollars, %)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Encours de la dette (EDT)	1474	1669	1863	2077	2204	2562	3225	4034	3896	3287	3737	3523	3918
Service de la dette (TDS)	258	183	124	114	162	190	300	388	391	381	328	311	257
Export totales (XGS)	905	1067	966	1028	966	910	1146	1195	1342	1341	1582	1640	1690
Ratios (%)													
EDT/XGS	162,9	156,4	192,9	202,0	228,2	281,5	281,4	337,6	290,3	245	236,2	214,8	231,8
TDS/XGS	28,5	17,2	12,8	11,1	16,8	20,9	26,2	32,5	29,1	28,4	20,7	19,0	15,2

Source: Tableau 3.

15. En outre, un diagnostic sur l'économie sénégalaise, montre que le pays aurait, au cours de la période 1986-1990, bénéficié d'un montant d'aide publique au développement de 607 millions de dollars EU en moyenne par an, soit environ 14% du PIB et 67% des recettes d'exportation^{8/}. L'importance de cette aide a été également démontrée par une série de données statistiques de la Banque mondiale. Ce montant est en effet passé de 544,3 millions de dollars EU en 1987 à 597,8 millions en 1991 (Encadré 3)^{9/}. Il importe de signaler également que le Sénégal a bénéficié, après le premier choc pétrolier, d'un financement extérieur rendu possible par une politique de recyclage des pétrodollars par les banques occidentales. Un aspect certes positif des flux en faveur du pays, mais parallèlement un aspect négatif de cette politique visant à octroyer des prêts faciles^{10/} souvent liés à des exportations des grands travaux et expliquant partiellement l'orientation non-productive des investissements de l'époque.

Encadré 3. Aide publique au développement

1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
462,0	544,3	423,4	576,1	686,2	597,8	351,0

Source: World Debt Table

^{8/} Babacar Ndiaye, Président du Groupe de la Banque africaine de développement "Un diagnostic sur le Sénégal" paru dans l'hebdomadaire Jeune Afrique n° 1616/1617 du 8 décembre 1991 au 8 janvier 1992.

^{9/} Selon E. Berg, "Ajustement ajourné", 1990, USAID, le Sénégal a reçu en 1987 100 Dollars E.U. d'aide par habitant, soit environ 20% du PIB.

^{10/} G.Durufilé, op.cit. p. 26.

III. OBSTACLES MAJEURS A LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERE AU SENEGAL

16. A ce stade, une remarque s'impose en ce qui concerne ces obstacles, eu égard surtout à leur interprétation pour justifier leur impact sur l'épargne nationale. En dépit de la classification traditionnelle en deux catégories, endogènes et exogènes, il faut néanmoins admettre que les contraintes dites internes ou endogènes, tiennent à des causes et des conséquences aussi bien sur le plan interne qu'externe. En effet, les difficultés que les pays africains éprouvent actuellement dans le domaine de la mobilisation et de l'utilisation des ressources sont de plusieurs ordres et font intervenir des facteurs étroitement interdépendants 11/. C'est en somme un cercle vicieux qui dans la mesure où les résultats d'un facteur interne auront logiquement un impact positif sur les conditions externes et vice-versa.

17. Pour les besoins de cette étude et pour la clarté de l'analyse, il sera traité uniquement des facteurs dont l'impact sur la mobilisation des ressources est déterminant.

A. SUR LE PLAN INTERNE

1) Faiblesse des revenus et hausse des prix des denrées de première nécessité

18. Les données reprises dans l'encadré 4 ci-après indiquent que le revenu brut disponible réel des ménages a progressé faiblement. Quant aux revenus agricoles 12/, ils ont enregistré une chute de 13 points passant de 37,18% durant la première phase 1960-1973 à 24,16% entre 1981 et 1988, alors que les autres revenus 13/ ont vu leur part croître, avec l'expansion fulgurante de l'informel, la partie des revenus non fiscalisés 14/. Il en est résulté un recul du revenu moyen.

11/ CEA "Mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour financer le développement économique de l'Afrique - Problèmes et perspectives: Document directif." E/ECA/TRADE/93/9.

12/ L'agriculture qui contribue pour 12,2% au PIB occupe plus de 60% de la population. Elle reste en outre peu diversifiée: l'arachide et le mil occupant à eux seuls plus de 78% des terres cultivées.

13/ Autres revenus = revenus de la propriété, de l'entreprise et d'autres.

14/ Se référer au facteur fiscalité qui suit dans le texte.

**Encadré 4. Structure des revenus disponibles
(pourcentage)**

	1960-1973	1981-1988*
Revenus salariés	41,36	38,98
Revenus ruraux	37,18	24,16
Autres revenus	22,0	36,26

* Valable aussi pour 1981-1990

Sources: Direction de la Statistique, Dakar, Sénégal, sept. 1993

19. Dans l'ensemble, le recul constaté des revenus résulte d'une diminution des prix aux producteurs du monde rural (notamment pour l'arachide et le coton), de carences dans la gestion administrative et du rythme de croissance très ralenti de l'économie dans son ensemble. Il va sans dire que logiquement d'une part, on ne peut espérer dégager un revenu résiduel adéquat destiné à l'épargne, quand on sait que les revenus des particuliers font face à une hausse continue des prix des principaux biens de consommation (Encadré 5) et en même temps, sont l'objet de plusieurs ponctions dans le cadre de mesures de politique économique. D'autre part, s'inspirant de l'équation keynésienne, on peut assumer qu'il existe une corrélation étroite entre un mouvement ascendant de la courbe de consommation du pays et le déclin de l'épargne observé.

Encadré 5. Les hausses des prix de 1980 à 1992

	1980 francs CFA	1992 francs CFA	Augmentation
riz brisé (kg)	90	135	50%
tomate (Kg)	492	675	37%
lait nestlé (boite)	90	275	205%
sucres morceaux (Kg)	225	340	51%
savon (barre)	720	1580	119,5%
huile soja (litre)	200	330	65%
eau (mètre cube)	110	222	101%
électricité (Kw/h)	57	96	68%
billet Sotrac	60	130	116%
ciment (sac)	1050	1820	73%
essence super (litre)	146	335	129,5%

Source: Ministère des finances...

2) Contraintes sociologiques et démographiques

20. Sans pour autant nier une certaine similarité avec les autres pays en développement, il se pose au Sénégal des problèmes

particuliers de solidarités traditionnelles et de migrations des populations du monde rural vers les centres urbains de Dakar, Diourbel, Rufisque, Saint-Louis, Thiès, etc. Logiquement, les situations créées à la suite de ces mouvements devraient entraîner une rapide augmentation du nombre des personnes prises en charge, un accroissement des besoins de consommation et une compression de l'épargne. Il est vrai que l'expansion démographique dans une économie faible renforce la tendance à privilégier la consommation au détriment de l'investissement. Il convient, cependant, de rappeler que l'augmentation du taux de croissance démographique ne peut qu'expliquer partiellement le ralentissement de la progression du PIB par habitant 15/.

3) Crise du secteur public, baisse de compétitivité du secteur privé et existence des monopoles

21. Les résultats assez faibles du secteur public hypertrophié et inefficace du pays n'ont fait que grever le budget de l'Etat, d'où une contribution négative à l'épargne. Cette situation a été aggravée par une baisse de compétitivité du secteur privé, paralysé par les coûts exorbitants des facteurs de production. Qui plus est, les pratiques de certains monopoles de production et de commercialisation des produits pour le marché intérieur, ont pesé lourdement sur la situation financière du pays.

4) Fiscalité

22. Ce point est intimement lié aux facteurs examinés plus haut surtout que la cherté de la vie au Sénégal s'explique dans l'ensemble par le poids excessif de la fiscalité indirecte (contribuant pour environ 70% aux recettes fiscales totales) largement dominée par la fiscalité douanière et par d'autres prélèvements parafiscaux sur les revenus des consommateurs, dont ceux imposés par la Caisse de péréquation. On peut signaler en passant que le système fiscal sénégalais comporte deux catégories principales, à savoir les impôts indirects et les impôts dans lesquels la part des ménages représente plus de 60%, les salariés en supportant l'effort principal.

23. Les conséquences sont multiples et affectent l'économie du pays caractérisée, entre autres, par une production peu diversifiée et peu performante et un taux d'investissement insuffisant, soit 14% environ du PIB durant les dix dernières années. L'encouragement à la contrebande est l'une des conséquences. C'est parce que les prix sont trop élevés au Sénégal que par exemple, des trafiquants peuvent faire venir des pays frontaliers, les produits importés à

15/ En relation avec ce qui a été précédemment dit concernant le rapprochement du taux de croissance du PIB avec celui de la démographie.

bas prix sur les marchés mondiaux, pour les écouler au Sénégal, profitant ainsi de la grande différence de prix .

24. Pour ce qui est de l'imposition directe, on évoquera d'abord le fait que le secteur informel recèle des revenus importants non fiscalisés, ceci sans compter l'impact des pratiques généralisées d'évasion fiscale. Selon les informations fournies par le Ministère sénégalais des finances, de l'économie et du plan, cette assiette serait estimée seulement à 30% du PIB. Il semble, en outre, que le niveau réel de la pression fiscale est supérieur au chiffre de 22% avancé pour la période se situant à la fin des années 80. L'économie sénégalaise se révèle être surimposée, la charge fiscale ayant été répartie de façon disproportionnée sur les agents économiques les plus vulnérables. Toutefois, le débat théorique sur les effets du taux de pression fiscale suscite un certain nombre de controverses ^{16/}, du fait surtout de cette incidence au niveau de l'imposition directe et indirecte. Néanmoins, il y a des raisons majeures de conclure qu'une variation du taux de pression fiscale s'accompagne d'une variation dans le même sens de la propension moyenne à consommer, donc ayant une influence négative sur l'épargne, toutes choses restant égales par ailleurs.

5) Environnement monétaire

25. Au Sénégal, les taux d'intérêt réels sont demeurés généralement négatifs et les taux d'inflation seraient, selon les estimations, parmi les plus élevés de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), surtout dans la deuxième moitié des années 80 (encadré 6). Du fait du principe de la libre transférabilité de la zone Franc, cette situation a encouragé la fuite de l'épargne locale vers la France, en quête d'un espace économique offrant un loyer de l'argent plus élevé que celui des banques locales. De plus, il faut évoquer l'utilisation spéculative en Europe de crédits obtenus au Sénégal. Il faut, par ailleurs, souligner que ce taux d'inflation a résulté, dans une large mesure, de l'effet de l'accroissement des importations (inflation dite importée). Mais, on fera remarquer que l'inflation au Sénégal ne relève pas, comme telle, d'une masse monétaire excessive, mais plutôt d'une mauvaise allocation des ressources au détriment des secteurs productifs de l'économie.

^{16/} Please Stanley "Saving through taxation: reality or mirage" in *Finances and Development*, vol. 4, n° 1, March 1967. Lire également "une analyse introductive sur la mobilisation des ressources intérieures pour financer le redressement économique et le développement de l'Afrique" par M. J.H. Frimpong-Ansah, document de travail présenté au colloque annuel 1988 de la Banque africaine de développement, Abidjan, 31 mai 1988.

Encadré 6.

Taux d'inflation (% par an)

												Moyenne/an		
1980	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	80-85	86-89	89-90
9	6	17	18	18	13	6	-4	-2	0,5	0,3	-2	12	-2,8	-0,7

Source: FMI, Statistiques financières internationales, 1992

6) Environnement socio-culturel

26. A ce dossier, il faut inscrire surtout le problème des solidarités traditionnelles et divers comportements de thésaurisation. On pense ici à une certaine mentalité communautaire faisant obligation morale à l'individu d'apporter son soutien, sous forme d'entretien, d'aide ou de dons en capital, aux membres de la famille élargie, des familles traditionnellement alliées et aux ressortissants du village en cas d'exode ou d'immigration. Un regard sur les années 60 remet en mémoire l'existence d'une loi répressive de 1964 sur les dépenses somptuaires liées à certaines traditions de festivités (funérailles, cérémonies religieuses, mariages etc.). Malheureusement cette loi, non abrogée, n'a jamais été mise en application et les dépenses liées aux festivités continuent d'accroître la propension à consommer et détournent sérieusement les prédispositions des citoyens sénégalais pour l'épargne interne vers des activités de rentabilité moindre ou même négative.

27. Il y a aussi lieu d'évoquer les pratiques de certaines collectivités dont la production ne contribue pas à l'épargne nationale, dans la mesure où elle est réinvestie dans une consommation matériellement stérile. Ceci est de nature à amplifier le phénomène de l'évasion fiscale, surtout dans les milieux ruraux caractérisés par un important secteur de subsistance, des pratiques d'économie de troc et recelant, de ce fait, une épargne informelle non négligeable.

28. Certaines notions^{17/} ont été avancées, telles que le degré de monétisation de l'économie, le dualisme financier, l'épargne monétaire constitutionnelle et l'épargne non constitutionnelle gardée en nature à des fins de thésaurisation pour expliquer la complexité de la réalité financière dans la plupart des pays africains en développement, particulièrement dans

^{17/} Un bon nombre d'auteurs ont traité de ces notions dont CHANDAVARKAR Anand G. "The non-institutional financial sector in developing countries: macro-economic implications of saving policies" in Saving and Development, vol. IX n° 2, 1985 (para. 129-141)

le contexte de l'intermédiation financière en dehors des circuits institutionnels.

7) Circuits d'intermédiation financière

- a) Circuits formels (Institutions bancaires et financières, le secteur para-bancaire des chèques postaux et celui des assurances).

29. Dans ce domaine, il y a lieu de signaler que la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a imposé des coefficients d'emplois sectoriels très peu réalistes dans un climat caractérisé par la baisse générale des revenus aussi bien des ménages que des entreprises. Ces dispositions ont, dans l'ensemble, conduit à l'insolvabilité et à la désintégration du tissu bancaire et à annihilé les capacités locales d'intermédiation financière. La restructuration qui s'en est suivi n'a fait qu'accentuer ce phénomène, étant donné que les banques étrangères de la place ont orienté le peu d'épargnes collectées vers des activités de spéculation au détriment de la production ou drainé vers l'extérieur par les entreprises transnationales que ces banques soutiennent par ailleurs. Ce réseau d'intermédiation financière fonctionne donc en dissonance de l'économie. Qui plus est, la politique libérale en matière de prêts immobiliers à la bourgeoisie administrative et aux cadres dirigeants, a entraîné ces circuits financiers à des concours qui sortaient des prévisions du plan d'amortissement du crédit initial. Le volume de créances douteuses s'en est alors trouvé accru et leur récupération par les voies de droit s'est souvent révélée impossible. C'est là manifestement une preuve de gestion laxiste qui s'est en plus concrétisée par la concentration des guichets bancaires à Dakar au détriment de l'intérieur du pays.

30. Quant au secteur des chèques postaux, on a noté une légère évolution favorable. L'analyse contenue dans le plan d'orientation indique à cet effet quelques tendances appréciables en ce qui concerne particulièrement l'évolution des comptes sur livret ou d'autres placements, tels que l'épargne-logement et la collecte de l'épargne en milieu rural et la réhabilitation du réseau des services financiers de l'Office des Postes et de la Caisse d'Epargne. Aussi, le champ des assurances, pour ne singulariser que l'aspect d'assurance-vie, s'est constamment étendu même si certains besoins sont couverts de manière insuffisante.

b) Absence d'un marché financier

31. L'importance du rôle que peut jouer un marché financier facilite le transfert de fonds des épargnants aux investisseurs, c'est-à-dire des unités économiques excédentaires vers celles qui sont déficitaires. Cet outil financier fait encore défaut au Sénégal ainsi qu'à l'ensemble des pays de l'UMOA, alors qu'un tel

marché aurait renforcé la communauté monétaire par une plus grande mobilité des capitaux au sein d'un véritable espace financier.

c) Poids de l'endettement intérieur

32. En plus d'un recours excessif au financement extérieur, la dégradation des déséquilibres macro-économiques a contribué à aggraver l'endettement intérieur du pays. Ce qui s'est manifesté, d'une part, par l'accumulation des arriérés de paiement du secteur public. Les avances que consent la BCEAO à l'Etat sénégalais au-delà des limites statutaires, y ont également joué un rôle prépondérant. En effet, à la fin de septembre 1991, les concours à l'Etat se sont accrus de 5,6 milliards de francs CFA, du fait de l'aggravation du découvert en compte courant de 6 milliards, les refinancements d'obligations cautionnées marquant une contraction de 0,4 milliard. Cette évolution reflète les tensions de la trésorerie publique qui ont entraîné en fin d'exercice des dépassements sur le plafond statutaire 18/. Avec l'encadrement du crédit, cette situation diminue les possibilités de refinancement du système bancaire, donc de l'économie auprès de l'Institut d'émission.

d) Circuits informels

33. Les raisons à la base du développement de ces circuits sont principalement de deux ordres. Il s'agit tout d'abord de l'élément "solidarité traditionnelle" appelant une entraide telle qu'évoquée en rapport avec l'environnement socio-culturel décrit plus haut. Ensuite, il y a la marginalisation des petits épargnants et paysans par le système bancaire classique aussi bien pour les dépôts (taux de bancarisation dit de luxe 19/) que pour l'accès au crédit, surtout par manque des garanties classiques exigées par les banquiers pour l'octroi du crédit sollicité.

34. A l'instar des autres pays africains, les tontines ont acquis droit de cité au Sénégal surtout en milieu urbain. Sans prétendre épuiser la liste dans ce domaine, l'étude a retenu les coopératives agricoles regroupées pour la plupart en associations villageoises et un bon nombre des prêteurs individuels d'argent, souvent usuriers, aussi bien dans les villes que dans les villages.

18/ BCEAO, rapport annuel 1991.

19/ Cette question fait l'objet d'un examen plus approfondi dans la partie de l'étude traitant de l'impact des diverses mesures d'intervention.

8. Non-respect des échéances et incapacité à s'acquitter du service de la dette extérieure

35. Il s'agit essentiellement d'évoquer, à cet égard, une accumulation d'arriérés de paiement et une quasi-interruption des flux de capitaux privés qui en résultent. Le mouvement s'amplifiant, les conséquences sur le plan externe (accumulation d'arriérés de paiement...), se traduisent à leur tour par une pénurie de ressources financières qui a limité les capacités d'investissement sur le plan interne du pays et entraîné le non-respect des échéances et une accumulation d'arriérés, d'où l'incapacité d'assurer le service de la dette. C'est l'illustration même de l'interdépendance des facteurs pris en considération dans la problématique du financement du développement, remarque faite plus haut sur le caractère de "cercle vicieux" des effets aussi bien des facteurs endogènes qu'exogènes.

9. Capacité d'absorption des ressources

36. Au Sénégal, les bailleurs de fonds ont souvent évoqué l'insuffisance de capacités professionnelles et de structures appropriées (au niveau de la conception, de l'exécution et du suivi des projets) pour suspendre des tirages ou à en rallonger les délais de décaissement comme dans la plupart des pays engagés dans les processus d'ajustement structurel. On mentionnera par exemple une rallonge de trois à six ans pour ne citer que les lignes de crédit de la BAD et de l'USAID consenties au Sénégal.

37. Mais particulièrement, il importe de signaler que ce problème d'absorption se pose surtout parce qu'il y a une inutilisation des capacités locales au Sénégal, si on se réfère à la surliquidité des banques dans ce pays ^{20/}, utilisée intensivement dans des activités de spéculation monétaire au détriment d'investissements productifs.

10. Non-constitution de la contrepartie financière nationale aux apports de fonds extérieurs

38. Il est évident que le caractère peu performant des facteurs dits endogènes a été à la base d'une épargne budgétaire insuffisante pour permettre de dégager les ressources nécessaires à la constitution de cette contrepartie. Dans l'ensemble, cette situation trouve son origine dans une politique d'affectation des ressources associée à une baisse d'efficacité de l'administration.

^{20/} Pour d'amples détails, se référer à la partie de l'étude traitant de l'impact des mesures d'intervention.

B. SUR LE PLAN EXTERNE

39. La situation décrite ci-dessus a en effet entraîné une vulnérabilité extrême de l'économie du pays face à des facteurs non maîtrisables sur le plan externe, indices révélateurs qui sont analysés dans cette partie de l'étude.

1) L'incidence des facteurs climatiques

40. Le Sénégal est toujours tributaire des conditions climatiques avec 3,7% seulement des superficies irriguées; ce qui comporte de nombreuses conséquences, dont la dépendance alimentaire, phénomène qui se constate dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.

41. Selon les estimations disponibles, les achats de riz au Sénégal sont estimés à 9% du total des importations. L'accroissement permanent de ces importations est révélateur de la crise de son système agricole qui fait dépendre l'économie nationale des cultures vivrières, par exemple du riz, aliment de base au Sénégal. Une proportion assez importante de ressources en devises étant absorbées par ces importations, il s'en est déduit un affaiblissement des capacités intérieures d'investissement.

2) Baisse des cours des matières premières (arachides, coton, phosphates...) sur les marchés internationaux et mesures de protectionnistes dans les pays du Nord

42. L'évolution globale du commerce extérieur est caractérisée par un déficit structurel permanent de la balance des biens et services comme il ressort de l'Encadré 7. Le taux de couverture des importations par les exportations, ou en d'autres termes, le pouvoir d'achat ^{21/} de ces dernières, n'a jamais atteint 100%. De 98% en 1960, il a été d'environ 78,3% en 1993. A l'exception des phosphates, les parts aussi bien du coton que de la production d'arachide, principal produit d'exportation (Encadré 8), ont enregistré d'importantes fluctuations en raison des sécheresses répétées. De plus, ces évolutions sont le reflet de la nervosité de la conjoncture internationale et d'un déclin progressif des cotations sur les marchés mondiaux des produits de base.

43. Leur impact négatif, mesuré en termes de variations de recettes, s'est aussi répercuté directement sur des ressources fiscales assises sur les taxes perçues à l'exportation et sur l'évolution des capacités d'importation. A ceci, il convient aussi d'ajouter les effets de la montée persistante du protectionnisme sur les marchés des grands pays industrialisés. Ainsi, comme certaines études l'ont souligné, les mesures de protection de la

^{21/} La valeur des exportations déflatée par l'indice des prix implicite des importations.

Communauté européenne, aujourd'hui Union Européenne, ont fortement contribué à la contraction de la demande d'importations de celle-ci pendant presque toute la décennie 80 22/.

Encadré 7. Importations, Exportations et balance commerciale
(Milliards de francs CFA)

Années	Exportation s	Importation s	Balance commerciale	Taux de couverture des importatio ns par portatio ns
1987	332,9	434,2	-101,3	76,7
1988	337,5	431,9	-94,4	78,1
1989	393,6	473,9	-80,3	83,1
1990	394,7	468,9	-74,2	84,2
1991*	388,3	474,2	-85,9	81,9
1992*	375,0	472,6	-97,6	79,3
1993*	370,2	472,9	-102,7	78,3

* Provisoire

Source: Ministère des finances, de l'économie et du plan, Direction de la prévision et de la statistique, Dakar, Sénégal, septembre 1993

3) Le fardeau de la dette et le rétrécissement des flux financiers extérieurs en termes réels

44. La baisse des cours des produits d'exportation, combinée avec l'alourdissement des conditions d'emprunt incluant des taux d'intérêt plus élevés, les durées plus courtes et la suspension des tirages, a rendu le poids du service de la dette insupportable pour l'économie sénégalaise. Ce qui s'explique, dans la mesure où cette baisse, qui s'est répercutée finalement sur les recettes totales de l'Etat par le biais des recettes d'exportation, a alimenté un besoin considérable de financement externe et une accumulation excessive des arriérés de paiement. C'est là une conséquence logique du ratio du service de la dette (TDS/XGS) 23/, qui s'est

22/ S. Nana-Sinkam, "le système monétaire international: les pays candidats au processus de développement et le système international actuel des taux de change, une nouvelle dimension" PUF, Paris, mars 1991, p. 80-90.

23/ Tel que reflété dans l'encadré 2.

élevé dans une proportion incompatible avec les capacités de financement dégagées par la structure productive du pays.

45. Au regard de cet alourdissement des conditions d'emprunt, il faudrait en outre signaler le report des négociations au sein du Club de Paris au début de 1994, négociations qui auraient pu, espérait-t-on, mettre l'accent sur des mesures significatives de réduction de la dette.

4) Compétition accrue entre pays et régions pour les capitaux et impact de diverses mutations politiques internationales

46. Les perspectives d'une épargne internationale accrue semblent sombres. Comme il est bien souligné dans une étude du secrétariat de la CEA 24/, une compétition accrue s'exerce en effet pour l'épargne internationale limitée qui ne sera attirée que par les options offrant les meilleurs avantages comparés risque/rendement. A cet égard, le document fait allusion aux pays de l'Amérique latine, aux économies en transition de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique et aux économies dynamiques de l'Asie, du Pacifique, du Sud-Est asiatique et de la Chine .

47. De plus, comme indiqué plus haut, le Sénégal a bénéficié dans le passé d'une aide publique au développement importante, représentant environ 14% du PIB et 67% des recettes d'exportation. Un mouvement des flux influencé, entre autres, par l'intérêt que portaient au Sénégal les bailleurs de fonds étrangers, dont la France. Malheureusement, l'ampleur des événements actuels semble ne plus garantir un certain avantage comparatif qu'avait le Sénégal sur les autres pays africains, c'est-à-dire, remplir les conditions d'un environnement propice à l'attrait de concours extérieurs. Les raisons en sont, parmi tant d'autres, les tensions sociales qui secouent la scène politique du pays depuis le mois d'août 1993 et le fait de ne plus détenir le monopole ni de demeurer le modèle de gestion politique démocratique 25/.

48. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la relation entretenue entre l'accumulation d'un service important de la dette et la crise de l'endettement qu'elle entraîne d'une part, et le frein à l'élan des bailleurs de fonds, d'autre part (conséquence logique des facteurs endogènes examinés plus haut dont le non-respect des échéances et l'incapacité de s'acquitter du service de la dette).

24/ Doc CEA, E/ECA/CM/19/5, op. cit.

25/ En effet, le Sénégal est resté depuis longtemps un modèle avant la vague actuelle des mouvements tendant à instaurer des réformes politiques en Afrique.

5) Instabilité des taux de change du franc CFA par rapport au dollar des Etats-Unis et fluctuations des prix des produits d'exportations

49. Selon le tableau 1, les taux de change du franc CFA par rapport au dollar américain ont évolué de 300,5 en 1987 à 264,7 en 1992 et à 275 en 1993. Un jugement porté sur ces variabilités souligne que la combinaison des variabilités des taux de change des monnaies africaines avec le dollar, selon que ces variations sont parallèles ou antagonistes, et de la variation des prix des produits exportés, ont contribué à amplifier les fluctuations des recettes d'exportations 26/.

6) Hausse du prix du pétrole

50. A partir des relations inter-branches ou input-output, on ne peut nier l'importance du coût des produits pétroliers dans les coûts des facteurs de production de l'ensemble de l'économie, surtout dans le cas des pays importateurs de pétrole dont le Sénégal. A cet égard, il faut se rappeler de la flambée des prix survenue à l'échelle mondiale en 1973, avec les taux d'inflation à deux chiffres, ceci à la suite d'un quadruplement du prix du pétrole.

51. Actuellement, la fiscalité pétrolière (près de 60% du prix des produits pétroliers) pénalise toute la chaîne de l'économie du Sénégal comme en témoignent les données ci-après 27/. Depuis 1981, le prix de revient d'importation du pétrole brut a baissé de 44%, mais le prix de vente du carburant au Sénégal a été augmenté de 50%. Sans les impôts, le prix de vente du litre d'essence super ne devrait pas dépasser 150 francs CFA. Au prix de 350 francs le litre d'essence super, le Sénégal détient avec la Côte d'Ivoire (où les revenus sont relativement élevés), le record de l'essence la plus chère du monde 28/.

26/ S. Nana-Sinkam, op. cit. Chapitre IV "Taux de change et secteur rural", p. 127 à 221.

27/ Lire à ce propos les réflexions du Prof. Makhtar Diouf, département des sciences sociales IFAN, Université Anta Diop de Dakar, à travers son article sur l'actuel Plan d'urgence du gouvernement, paru le 9 septembre 1973 dans un journal local Le «Quotidien Sud».

28/ Toutefois, on comprendra que la situation a dû subir des modifications du fait de la dévaluation intervenue du franc CFA.

Encadré 8

Exportations de matières premières

	Quantités					Valeurs				
	1984	1985	1986	1987	1988	1984	1985	1986	1987	1988
	tonnes					Millions de francs cfa				
Matières premières	1 840 015	1 706 389	1 626 613	1 136 348	2 118 297	48 198	42 921	30 271	19 621	32 101
dont :										
- Arachide	17 190	439	887	1 513	983	4 282	117	182	230	131
- Sel	185 196	173 419	132 121	99 350	115 604	6 019	5 946	4 716	2 955	2 820
- Phosphates	1 449 667	1 316 353	1 299 892	857 709	1 851 585	25 450	22 227	17 765	10 058	21 361
- Coton	9 074	13 265	6 968	5 315	8 284	6 911	8 682	2 525	1 974	3 434

Source: Ministère de l'Economie et des Finances - Direction des Douanes, Direction de la Statistique.

7) La hantise de la dévaluation du franc CFA 29/

52. A la suite des rumeurs pressantes, diverses dispositions aménageant la réglementation de change ont été arrêtées par les deux banques centrales africaines de la zone franc, à savoir, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et la BCEAO. Ces rumeurs continuent de nourrir un mouvement de panique de nature à entraîner une fuite de capitaux (sortie massive de billets CFA, estimée à un milliard par jour pour les seuls pays de l'UMOA) en dehors des pays couverts par ces banques centrales concernées, et en plus, un gel d'investissements en faveur de ces pays. On a pu, en effet, observer dans certaines capitales des pays limitrophes du Sénégal, que des citoyens qui stockaient des billets CFA dans l'attente d'un voyage en Europe ou aux Etats Unis, ont cherché à s'en débarrasser avant l'entrée en vigueur de cette réglementation.

8) Transferts au Sénégal des revenus par les travailleurs émigrés, salariés ou indépendants

53. Le nombre de Sénégalais émigrés à travers le monde surtout industrialisé, incite à prendre en considération ces ressources venant en augmentation des revenus des ménages et donc, injectées dans l'économie nationale.

54. Ces transferts jouent un rôle important dans le développement de certaines parties du pays dont la région du fleuve. C'est l'inefficacité de sa collecte et la fiabilité décroissante de la caisse d'épargne postale et la faillite du système bancaire local qui ont dévié les flux y afférent hors des circuits formels locaux avec un accroissement de la rétention dans des établissements financiers hors du Sénégal.

55. Le revenu, étant à la base de la constitution de l'épargne nationale d'une part, et du fait de l'effet de démonstration des pays industrialisés sur ces travailleurs d'autre part, des pays reconnus être relativement des sociétés de consommation intense, n'y-a-t-il pas de fortes raisons de croire que cet effet leur a imposé des besoins de plus en plus poussés vers la consommation?

29/ La dévaluation étant devenue effective depuis le 11 janvier 1993, le document en parlera avec détails dans les pages suivantes.

IV. INCIDENCE DE L'INTERVENTIONNISME ETATIQUE

56. Il va sans dire que face à la dégradation sévère des finances publiques et extérieures, les autorités sénégalaises ont entrepris un certain nombre d'actions susceptibles de renverser les tendances et ce, notamment dans les années 1978-80, période qui a été marquée par un retournement complet de conjoncture. On pense ici aux divers plans de redressement économique^{30/} et mesures d'accompagnement (mesures organisationnelles et de politique économique).

57. Par souci de détails, l'étude s'est penchée sur deux de ces récents programmes. Devant la dégradation des principaux indicateurs macro-économiques en 1989, les autorités ont relancé, à mi-parcours du 7ème plan, un projet portant loi - plan d'orientation pour le développement économique et social 1989-1995, bouclant ainsi le 20 octobre 1989 la mise en place d'un nouveau système national de planification. Par ailleurs, les domaines d'action retenus ont établi la cohérence entre la stratégie globale à long terme, les stratégies sectorielles ou multisectorielles à moyen terme et enfin la sélection des actions et des mesures à court terme à inscrire au programme triennal.

58. En outre, il y a le plan d'austérité d'urgence qui comportait, entre autres, un abaissement temporaire sur les salaires, soit 15% concernant 66000 fonctionnaires et agents décisionnaires de la fonction publique. Ce qui représentait 2,6% de la population active du pays, 60% des recettes fiscales et 55% des recettes totales, alors que le profil budgétaire recherché devrait être de 40% et 45%. Cette action prévoyait, en outre, un prélèvement à titre définitif, d'une journée de salaire par mois sur les salariés du secteur privé. On a préféré cette mesure à celle qui aurait consisté, pour atteindre le même objectif, à révoquer purement et simplement 13200 travailleurs^{31/}. D'autres mesures à prendre en considération consistaient en i) une réduction significative des salaires des autorités politiques et administratives ainsi que leurs avantages pécuniaires et en nature ii) une réduction des

^{30/} Il s'agit du plan à moyen terme de redressement économique et financier 1979-1985, du plan de développement, 1985-1989 et du plan d'ajustement à moyen et long termes (PAMLT), 1985-1992, du plan d'orientation pour le développement économique et social 1989-1995 (VIIIème plan) et du plan d'austérité d'urgence voté le 24 août 1993 par l'Assemblée nationale sénégalaise.

^{31/} Voir le quotidien du Sénégal «Le Soleil» du 18 août 1993, Explication du Plan d'urgence par Son Excellence le Ministre de l'économie, des finances et du plan, Pape Ousmane Sakho.

effectifs par la mise à la retraite sans dérogation de personnes atteintes par la limite d'âge iii) une diminution des dépenses permanentes et de la gestion du parc automobile et du patrimoine bâti de l'Etat iv) une réduction des dépenses liées aux relations du Sénégal avec l'extérieur.

A. A TRAVERS LES DIVERS PLANS DE REDRESSEMENT

59. Dans l'ensemble, la lecture des indicateurs économiques fait ressortir les résultats pour le moins médiocres obtenus par ces divers programmes au Sénégal. En effet, ces initiatives n'ont pas répondu aux espérances des Sénégalais. Peu de choses ont changé, si ce n'est que le pays s'est endetté, la production a stagné, l'emploi également, la concentration des revenus s'est accrue au détriment de la justice distributive 32/ et parfois également de l'efficacité économique, d'où le danger de paupérisation et de marginalisation de certaines couches nombreuses de la population, à la campagne et en ville.

60. Les implications les plus graves de la plupart de ces programmes classiques 33/ sont constituées malheureusement par les effets sur la condition humaine, ces plans se bornant essentiellement à la réalisation d'équilibres financiers, internes et externes et ne tenant pas du tout compte de la dimension humaine. C'est le problème de la répartition du poids de l'ajustement. Les références ne manquent ni en milieu rural ni en milieu urbain pour en donner des indications.

61. A titre illustratif, les ajustements réalisés aux dépens du revenu rural en 1983 et en 1984 (augmentation du prix de l'engrais de 25 à 50 francs CFA, augmentation de la retenue de 10 francs CFA) représente pour une bonne année (800000 tonnes d'arachides) un prélèvement de 10,5 milliards sur un revenu agricole monétaire global de 60 milliards. Du point de vue de l'efficacité économique, les mesures prises dans le secteur agricole ont toute chance d'avoir des effets négatifs sur la production et la commercialisation (baisse de la consommation d'engrais, diminution des superficies ensemencées). De même, dans le secteur moderne, les revenus les moins touchés par les mesures d'ajustement ne sont pas ceux qui correspondent aux activités les plus productives. Certains d'entre eux au contraire, et ce n'est pas se répéter,

32/ G. Duruflé, op. cit. pages 44-54.

33/ A propos de ces implications et surtout des controverses autour de l'adéquation des instruments utilisés dans la mise en oeuvre des programmes conventionnels, lire CEA: Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques
E/ECA/CM.15/6/Rev.3.

constituent une source de manque à gagner pour les recettes de l'Etat.

62. De l'avis de beaucoup d'observateurs, le plan d'austérité d'urgence, tout comme la plupart des programmes d'ajustement sont des plans visant une priorité financière au détriment de la croissance économique. Ce plan d'urgence, pris isolément repose sur au moins trois impératifs^{34/} au plan des recettes, des dépenses comme du financement du déficit. Par ailleurs, tout en ne perdant pas de vue les mesures prises par l'Etat sénégalais sur la diminution des prix de certains produits alimentaires, et ce, bien avant la récente dévaluation du franc CFA, il reste vrai que la baisse de 15% et l'augmentation persistante des prix des denrées de grande consommation et du carburant, ont confirmé le fait que les travailleurs sénégalais sont imposés sur l'intégralité de leurs salaires. Ce climat créé par les effets négatifs de ce plan d'urgence, est, comme on le constate, à la base des tensions actuelles entre les pouvoirs publics et les centrales syndicales du pays qui ont entraîné de graves agitations sociales durant les mois de septembre et octobre 1993 ^{35/}.

B. A TRAVERS SES DIVERSES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

63. A l'instar des autres pays africains, les autorités sénégalaises ont largement agi sur les prix par le biais d'un système d'incitation conforme aux divers objectifs qu'elles se sont assignées. Un article publié en 1985 au terme des séminaires organisés par le Centre de développement de l'OCDE ^{36/}, a consacré une analyse à son impact, notamment sur les secteurs de l'agriculture et de l'industrie au Sénégal, la crise du pays reposant essentiellement sur ces deux secteurs^{37/}.

^{34/} Voir le quotidien du Sénégal "Le Soleil" op.cit..

^{35/} Toutefois, on fera remarquer que le Sénégal vient de lever la mesure concernant la baisse de 15% sur les salaires dans le cadre des mesures de compensation prises face aux effets de la dévaluation récente du franc CFA (voir partie de l'étude portant sur les recommandations).

^{36/} Gérard CHAMBAS, chargé de recherches au Centre et Anne-Marie GEURJON, Assistante en sciences économiques, Université de Clermont I: Politiques économiques, crise et ajustements au Sénégal, séminaires du Centre de développement de l'OCDE sur le thème "Afrique subsaharienne, de la crise au redressement, Paris 1985".

^{37/} Cet aspect sera pris en compte dans les recommandations à formuler au terme de l'étude.

64. Selon les auteurs précités, le gouvernement a fortement augmenté le prix normal payé au producteur d'arachides à partir de la campagne 1981-1982, mais ce prix est resté à un niveau trop faible pour constituer une incitation efficace et ce, d'autant qu'il a été abaissé de nouveau en 1984. Concernant le secteur agricole, l'ensemble des mesures prises par la suite ont été axées sur l'augmentation et la diversification de la production et des exportations ainsi que sur l'amélioration de la productivité. C'est dans ce cadre qu'ont été libéralisés les importations des intrants, les prix de certaines céréales et la commercialisation de l'arachide. La fonction des agences de développement rurales a été redéfinie, sans que l'Etat ne se départisse de son rôle d'orientation et d'encadrement dans ce secteur névralgique.

65. Dans le secteur industriel, une nouvelle politique a été adoptée dans le but d'améliorer la compétitivité des produits manufacturés sénégalais et de libéraliser le secteur. Ainsi, les principales mesures prises ont été les suivantes: libéralisation des importations et des prix de la plupart des produits manufacturés (quelques monopoles subsistent encore), réduction et rationalisation du système de protection, révision du code des investissements, simplification des procédures administratives d'importation et d'exportation, création d'un guichet unique pour les formalités préalables à l'investissement. Cependant, le Sénégal a adopté des orientations de politique économique spécifiques en matière de protection et, du fait de son appartenance à l'UMOA, il a respecté une parité fixe entre le franc CFA et le franc français. Un système de protection certes composé de mesures tarifaires et non tarifaires et renforcé à partir de 1974, mais qui, dans l'ensemble, a certainement contribué à la stagnation du secteur industriel.

66. Comme indiqué plus haut, la fixation, par certains monopoles de production et de commercialisation des prix des produits pour le marché intérieur a pesé lourdement sur la médiocrité des résultats financiers de ces secteurs. On pourrait évoquer, à cet égard, l'exemple du sucre pour souligner que ce produit, qui se vend au consommateur à un prix plus élevé que celui fixé par les mécanismes du marché international, pénalise de ce fait le pouvoir d'achat du consommateur et affecte les capacités d'épargne des citoyens sénégalais.

67. Le témoignage de ces auteurs 38/ explique également le rôle de la politique d'affectation des ressources dans l'aggravation de la situation au Sénégal. On constate qu'une forte proportion a été affectée à des emplois non directement productifs. La priorité a été donnée au secteur secondaire, notamment dans le 5ème plan 1977-1981 et une proportion relativement faible des ressources a été

38/ G. CHAMBAS et A.M GEURJON op. cit

affectée au secteur primaire, en particulier à l'agriculture. Il est évident que l'affectation dans le cadre des réalisations de certains plans dont le 4ème et le 5ème de près de 50% des ressources à des emplois qui ne sont pas directement productifs et dont le rendement est largement différé, a contribué à réduire l'efficacité des investissements, ce qui s'est traduit par la difficulté à dégager des ressources pour financer les charges récurrentes. Ne faut-il pas rappeler à cet effet que, durant les dix dernières années, le taux d'investissement n'a évolué qu'à 14% environ du PIB?

68. Les taux d'intérêt créditeurs sont parmi les instruments souvent utilisés dans le cadre de la politique monétaire pour limiter les sorties de devises, attirer les capitaux et favoriser l'épargne intérieure. Toutefois, s'il fallait admettre l'homogénéité des politiques des taux nominaux d'intérêt dans l'UMOA dont le Sénégal est membre, un écart imputable à des structures des taux d'intérêt réels 39/ différents d'un pays à l'autre, ne faisait l'ombre d'aucun doute avec ceux du marché français, la France étant le principal pays partenaire dans la zone franc.

69. Depuis 1975, le gouvernement sénégalais a en effet engagé une action pour réduire l'inflation et par là, supprimer la surévaluation du taux de change effectif; le salaire minimum réel a chuté de 26% entre 1975 et 1983; les prix réels au producteur des principaux produits agricoles ont aussi baissé. Ces mesures, de nature à réduire les revenus et en conséquence l'épargne, se sont révélées nettement inefficaces sur l'inflation. Qui plus est, du fait de l'appréciation sensible du taux de change effectif^{40/} du franc CFA aux frontières des pays de l'UMOA, la plupart des pays à monnaie inconvertible, en l'occurrence le Nigéria, la Gambie, le Ghana, les motifs de spéculation et de transaction ont fait accroître la demande du franc CFA par ces derniers. Ce qui a donné naissance à l'émergence à ces frontières de marchés parallèles de ces devises et un accroissement des importations des pays à devises fortes, dont le CFA.

39/ Mesurés par les taux nominaux diminués du taux d'inflation.

40/ Moyenne des taux d'échange nominaux pondérés par le volume des échanges avec chacun des principaux partenaires commerciaux.

4. Politique fiscale

70. Les effets de la fiscalité sur l'épargne en Afrique sont variables et suscitent bon nombre de controverses. Ces effets pervers exercent par ailleurs une contrainte sur son utilisation. Comme certains auteurs l'ont dit dans le cas des économies extraverties à revenu concentré, les mouvements commerciaux et financiers extérieurs constituent le fait générateur le plus facile à identifier et le plus rentable en matière fiscale. Si la fiscalité contribue à la protection de certaines industries, elle a également des effets plus contestables^{41/}: i) augmentation du prix des matières premières et des composants essentiels au fonctionnement de certaines industries de transformation ou de montage; ii) taxation des exportations, découragement de l'activité exportatrice ou détournement des flux commerciaux. Enfin, il convient de ne pas négliger le fait que, dans bien des cas - pays sahéliens dont le Sénégal -, le marasme économique est tel qu'il semble impossible d'effectuer une quelconque ponction fiscale supplémentaire sans atteindre le minimum vital des populations.

71. Mais, il n'en demeure pas moins que d'autres partisans du principe de l'intervention de l'Etat par le biais de la fiscalité soutiennent que, dans la mesure où les habitudes d'épargne ne sont pas encore solidement établies, les pouvoirs publics devront utiliser les instruments fiscaux et d'autres mécanismes para-fiscaux contraignants pour mobiliser les ressources destinées à financer le développement^{42/}.

72. En rapport avec les mesures visant à l'efficacité d'intermédiation financière, il a été noté que l'application des différentes mesures d'encadrement de crédit imposées par la BCEAO, a entraîné nombre de difficultés de trésorerie devenues structurelles. Elles ont conduit à la dissolution surtout de plusieurs banques sénégalaises dont le capital était souvent détenu à une très forte proportion par l'Etat sénégalais, soit parfois 100%. En outre, la persistance de ces différentes pesanteurs structurelles, renforcée du fait en particulier des variations des taux de change et de la baisse des cours des matières premières, ont favorisé le non-remboursement des crédits alloués. De plus, cette évolution malheureuse des créances impayées a contraint les banques commerciales à limiter leurs interventions aux emplois courts, à la fois moins risqués et plus rentables dans une période parfois de relative euphorie où les projets productifs ne manquaient pas. Ce traitement a donc constitué une entorse aux

^{41/} F. Magnard et N. Tenzer, «Crise africaine, quelle politique de coopération pour la France»? PUF, Février 1988, p.74.

^{42/} Frimpong-Ansah op. cit.

possibilités de financement du système bancaire et a été ainsi à l'origine de ce qu'on appelle communément à Dakar le problème de surliquidité bancaire. Cette dernière, estimée à quelques 30 milliards de francs CFA, a été réservée uniquement aux prêts inter-bancaires. Il est évident que l'affectation de ressources aussi importantes à de tels emplois ne peut contribuer qu'à réduire le rendement espéré des investissements. Les récentes mesures prises par la BCEAO (relèvement de 4,5% du taux directeur) sont malheureusement de nature à poursuivre et renforcer cette politique monétaire à contre courant.

73. Un autre facteur d'impact négatif est lié au taux de bancarisation estimé à 40% de la population urbaine active susceptible d'être titulaire de comptes (salariés du secteur moderne). Le chiffre de 500000 FCFA, soit 10 fois le SMIG, a été avancé comme le minimum exigé pour ouvrir un compte bancaire. C'est ainsi que l'on n'hésite pas dans les milieux sénégalais, de parler d'une bancarisation de luxe ou plutôt d'une sous-bancarisation, laissant non mobilisés d'énormes revenus normalement canalisés vers les circuits informels. De plus, il faut prendre en considération certaines facilités offertes par les banques. Il s'agit par exemple du système de découvert bancaire presque institutionnalisé et ne poussant qu'à la consommation. En effet, on a observé que le 10 de chaque mois, les guichets des banques commerciales sont envahis par des clients sollicitant le découvert pour satisfaire en priorité leurs besoins à court terme.

74. Le projet de mise en place d'un marché financier sous-régional a été bien accueilli dans la mesure où cet outil financier fait encore défaut au Sénégal ainsi que dans l'ensemble des pays de l'UMOA. Mais répondrait-il aux besoins et attentes des pays intéressés? La question reste posée tant qu'un certain nombre de conditions constituent des préalables indispensables pour l'efficacité d'un marché.

75. On a des raisons évidentes de reconnaître que la privatisation doit également jouer un plus grand rôle en Afrique et partant au Sénégal. Ce qui est surtout mis en cause, c'est moins le caractère souhaitable de la privatisation que ses possibilités de concrétisation et les modalités de sa mise en oeuvre. De nombreux écrits font valoir que, dans les pays subsahariens, le secteur privé est trop restreint et a une capacité quelque peu limitée pour exercer un impact important sur le développement.

76. Pour en illustrer l'impact, l'étude s'est intéressée au processus de privatisation du système bancaire sénégalais débuté le 29 mai 1989 et qui a fait l'objet d'un article paru dans «Epargne

et frontière»^{43/}. L'opération ne procédait point d'une volonté délibérée de l'Etat de laisser ce secteur entre les mains de privés exclusivement. Ensuite, ce processus ne concernait en réalité que la partie des fonds de commerce bancaire les plus rentables détenus auparavant par l'Etat. Pour les fonds de commerce moins intéressants, le contribuable sénégalais a dû prendre en charge les coûts de restructuration financière. En ce qui concerne les institutions financières de l'Etat évoluant dans des secteurs très risqués et peu rentables de l'économie (l'agriculture, l'habitat social), peu de privés se sont portés candidats. Ce qui explique d'ailleurs que la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal et la Banque de l'habitat du Sénégal soient encore des institutions financières détenues majoritairement par le Trésor public.

77. Il s'est révélé, en définitive que les conséquences économiques, financières et sociales des techniques de privatisation utilisées au Sénégal sont loin d'être satisfaisantes. On retiendra à titre d'exemple que l'activité bancaire privée se limite encore à une politique d'accompagnement de la clientèle des maisons-mères, ce qui exclut le financement des activités purement nationales comportant des risques rarement couverts dans leur intégralité. Souvent les cautions exigées, tels que le titre foncier ou hypothèque de biens immobiliers ne sont pas à la portée des petits entrepreneurs et moins encore, à la portée des producteurs ruraux qui ne bénéficient que d'un droit d'usufruit sur les terres communales gérées suivant le régime foncier coutumier.

78. En rapport avec la capacité d'absorption des ressources, la carence de structures appropriées et d'expertise corrobore les conclusions d'un rapport de la Banque mondiale ^{44/}, dans lequel ont été notamment relevés une rigidité des procédures d'achat (introduites il y a deux ans et qui permettent de bénéficier d'exonérations fiscales ou douanières sur les importations) par le personnel chargé de la réalisation des projets, une insuffisance de l'information, un nombre très restreint de politiques économiques utilisées, une absence de cadre stimulant pour la réflexion stratégique. On signalera, à cet égard que des initiatives ont été prises dans le courant de l'année 1992 en vue d'améliorer significativement le taux d'utilisation des ressources.

79. S'agissant des mesures de renégociation de la dette, on a noté que douze ans après son émergence dans toute sa gravité, la crise de la dette extérieure des pays africains est toujours présente. Alors que les flux des capitaux et d'investissements directs en

^{43/} A.Ndiaye: «Privatisation du système bancaire sénégalais,» Epargne et Frontière n° 26 de mars 1992.

^{44/} Banque mondiale, FY92, «Annual Report on implementation and supervision» Vol. II, Country Portfolio Report, 1992.

faveur de ces pays, dont le Sénégal, connaissent un sensible fléchissement, l'endettement externe continue à l'inverse d'engendrer d'importants transferts nets de ressources de nombreux pays africains vers les pays et institutions créditeurs, qu'accentuent les fluctuations des taux de change et la hausse des taux d'intérêt. En d'autres termes, on assiste, non seulement au rétrécissement des flux financiers extérieurs, mais encore aux transferts négatifs à partir d'une épargne insuffisante pour les besoins d'investissements. Ne peut-on pas, dès lors, qualifier le Sénégal d'un pays exportateur net de capitaux?

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

80. Les différentes analyses effectuées dans l'étude ont montré clairement que l'économie sénégalaise s'est fondée pendant de longues années sur le développement d'une culture de rente, à savoir celle de l'arachide. Mais, en l'absence d'autres substituts viables ou de dynamismes de même ampleur, le secteur arachidier et toute sa filière 46/ se sont grippées depuis l'année 1967 qui a marqué la fin du soutien français^{47/}. C'est ainsi qu'un rapide survol de cet environnement a permis de faire le point sur l'évolution peu satisfaisante des quelques paramètres passés en revue. C'est là un fait concret qui atteste de l'existence d'un certain nombre de contraintes, assez complexes et interdépendantes, auxquelles s'est heurté le pays et qui ont limité le champ d'action des efforts entrepris à cet égard.

81. De tout ceci, il ressort qu'il y a eu une croissance de la consommation plus rapide que celle du PIB traduisant d'une part, les très fortes demandes de revenu qui sont apparues au lendemain de l'indépendance et de l'autre, la difficulté éprouvée par le gouvernement à les contenir. Ce qui a encouragé un recours intensif aux sources extérieures de financement et a eu un effet sur les possibilités internes d'investissement.

82. C'est donc dans ce contexte que s'inscrit l'interventionnisme étatique à travers les différents plans de redressement et mesures de politique économique. Toutefois, si les difficultés du pays peuvent en grande partie être imputées à des facteurs conjoncturels non maîtrisables, il n'en demeure pas moins que certaines de ces mesures d'accompagnement ont contribué de manière drastique aux résultats financiers obtenus et à la vulnérabilité de l'économie face aux chocs externes.

83. Le processus d'ajustement étant un effort de longue haleine, on a estimé opportun de formuler les recommandations ci-après, susceptibles de rendre, à moyen et long terme, plus effective la mobilisation des ressources et d'en faire une utilisation plus judicieuse dans le financement du développement.

46/ Ce qui s'entend par l'inclusion de qui suit: (i) les revenus versés aux agriculteurs ont baissé en valeur constante et une commercialisation parallèle s'est développée; (ii) les exportations de produits arachidières ont beaucoup varié d'une année à l'autre en qualité et en valeur; (iii) décroissance de la part de l'huile d'arachide dans la consommation des produits oléagineux par les ménages des pays industrialisés.

47/ F. Magnard et N. Tenzer, op.cit. p. 70.

A. Générer une capacité institutionnelle suffisante d'analyse et de gestion administrative

84. Cette optique ne devrait pas se limiter aux seuls axes stratégiques concernant le processus de liquidation, de privatisation et de restructuration proposées en vue du renforcement de l'intermédiation financière. Une révision des mécanismes institutionnels chargés de l'élaboration des plans de développement contribuerait, par exemple, à rendre plus rationnelle la politique d'affectation des ressources au Sénégal.

85. En effet, la fusion des départements ministériels de l'économie et des finances d'une part, et de la planification d'autre part, n'a pas permis de garder le caractère autonome des ressources propres d'investissement, à l'image de la Côte d'Ivoire où il existe une caisse autonome d'investissement. La structure unique mise en place en 1990 ne semble pas du tout améliorer le processus des différentes étapes d'élaboration, dans la mesure où le financement des investissements se fait à partir du seul budget global de l'Etat tendant à privilégier des besoins de trésorerie au détriment de ceux à long terme. Quelle est donc la proportion allouée aux investissements quand sur les recettes totales, soit 230 milliards de francs CFA, la masse salariale absorbe 138 milliards⁴⁸/?

86. A cet égard, il est souhaitable de revenir sur la situation d'avant 1990. Car, avant la fusion, la préparation des bulletins d'information sur l'exécution des projets, de même que l'élaboration des versions du Programme triennal d'investissement public, ont démontré la sensibilisation et la capacité de la plupart des ministères techniques en ce qui concerne la programmation et le suivi de leurs projets, notamment celui de la planification auquel incombait la tâche de préparer l'essentiel des provisions de montants alloués aux investissements.

B. Améliorer la production du secteur agricole

87. Face à la crise du système agricole signalée plus haut, il faut souligner le fait que l'amélioration de la production de ce secteur passe par sa diversification. Un accent devrait être mis sur le sous-secteur vivrier et, en même temps, sur des investissements adéquats pour améliorer la base technologique de l'agriculture par le biais de prix incitatifs susceptibles d'accroître les revenus du monde paysan. Par ailleurs, cette amélioration nécessiterait, à court terme, le rétablissement d'un système de subvention bien ciblé - bonification de taux d'intérêts des crédits agricoles, par exemple - et par un rétablissement du

⁴⁸/ Selon les informations recueillies auprès du Ministère des l'économie, des finances et du plan.

rôle de l'Etat dans ce secteur où l'intervention est nécessaire à cette étape. En outre, en vue d'un désengagement progressif de l'Etat, le rôle des entreprises publiques devrait être limité aux activités d'encadrement des agriculteurs, notamment par l'amélioration des systèmes de crédit et par une application de façon généralisée du principe de la vérité des prix. En ce qui concerne ces deux éléments, des intrants devraient être disponibles pour être distribués et les crédits doivent exister pour leur achat^{49/}

88. Par ailleurs, l'incidence potentielle des négociations d'Uruguay sur les réformes agricoles aidant, le Sénégal devrait poursuivre la réflexion sur d'autres substituts ayant la même importance que la culture de rente évoquée plus haut, cette réflexion devant conduire à une politique efficiente de diversification de ses exportations, les choix en matière d'investissement ayant jusqu'à ce jour privilégié à l'excès les secteurs non productifs.

C. Réadapter l'échelle des valeurs et des mentalités de la société sénégalaise

89. S'agissant des contraintes sociologiques et particulièrement de ses aspects relatifs aux solidarités traditionnelles, il faut compter avec le mouvement de l'histoire; celle-ci est lente, car on ne transforme pas du jour au lendemain les mécanismes traditionnels des mentalités ni les valeurs culturelles d'une société. La société devrait évoluer de manière raisonnée afin d'éviter des ruptures et ce, par le biais par exemple, (i) de la recomposition des réseaux clientélistes^{50/}, dont le dynamisme de la montée des jeunes (ii) de l'amélioration de l'actuel taux de bancarisation en faveur des petits épargnants et paysans (iii) ainsi que de l'intégration des marabouts dans les réseaux économiques modernes.

^{49/}CEA, "Perspectives des exportations de l'Afrique: les négociations d'Uruguay et au-delà", p.8. E/ECA/TRADE/93/3.

^{50/} Lire à ce propos, l'article de Souleymane Béchir Diagne, «L'avenir de la tradition», dans un ouvrage collectif «Trajectoires d'un Etat: le clientélisme, la technocratie et après,» p.270 à 274.

D. Adopter des mesures significatives de réduction de la dette extérieure du pays

90. Selon les informations disponibles, le Sénégal reprend bientôt les négociations au sein du Club de Paris. A quoi devrait s'attendre le Sénégal, étant donné que les initiatives et mesures de réduction ou de conversion des dettes de certains pays prises jusqu'ici, ont démontré leurs limites et insuffisances en raison de leur caractère sélectif, ponctuel et partiel? Il est à espérer que les négociations à entreprendre, surtout après la dévaluation du franc CFA, aboutiront à des mesures significatives de remise de dettes au delà de celles déjà annoncées par la France.

91. Le problème de la dette requiert donc une solution globale et durable. Toute initiative de réduction serait forcément limitée si elle n'était pas accompagnée d'une amélioration sensible de l'environnement international. Car, l'augmentation des arriérés de la dette et les négociations permanentes de rééchelonnement de celle-ci limitent tout recours à l'initiative nationale. C'est ainsi qu'on peut affirmer que «de rééchelonnements en rééchelonnements, on ne fait que maintenir la tête des Sénégalais hors de l'eau, tout en continuant de leur imposer des programmes d'austérité qui contreviennent à toute perspective de croissance et de développement» 51/.

E. Rationaliser la saisie de l'épargne dans le secteur informel

92. La monétarisation n'est certes pas encore étendue à toutes les activités économiques traditionnelles. Il en résulte qu'une bonne partie de l'épargne non-institutionnelle, en milieu rural, gardée surtout sous la forme d'avoirs matériels à des fins de thésaurisation ou de prêts à des particuliers, n'est toujours pas encore quantifiable. En conséquence, la réduction de la notion de l'épargne à la seule forme monétaire et financière est de nature à fausser le taux réel d'épargne institutionnelle du pays. Ce qui est aussi à associer au fait que, dans le cadre de la politique fiscale, le prélèvement reste pécuniaire et obligatoire sur les revenus. Dans ce contexte, ne peut-on pas se poser la question de savoir si, la fiscalité, vue sous cet angle, est de nature à affecter le volume de l'épargne?

51/ B.W.Mutharika, ancien membre du secrétariat de la CEA et actuellement Secrétaire général de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) «Head above water» contribution au symposium international à l'occasion des manifestations commémorant le 30^{ème} anniversaire de la CEA à Addis Abeba, 27-28 août 1988.

93. Ainsi, dans la mesure où la partie non institutionnelle et non quantifiable n'a pas encore été prise en compte pour être intégrée dans les circuits officiels et du fait, par ailleurs, de nombreuses faiblesses structurelles constatées au niveau des circuits financiers informels (dont la multiplication des abus, le problème de confiance posé par l'augmentation du nombre d'adhérents avec en conséquence la diminution de la maîtrise sur l'organisation et le fonctionnement), l'urgence des mesures d'insertion ou d'intégration dans le système bancaire ainsi que de celles visant l'amélioration des procédures de collecte, s'avère nécessaire.

94. D'où le bien-fondé de la réflexion en cours à la Direction nationale du crédit et de la surveillance bancaire de la BCEAO sur l'avant-projet de loi et du décret de son application portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit au Sénégal.

F. Développer l'intermédiation financière

95. Malgré la politique sélective du crédit, la distorsion au niveau de l'intermédiation financière au détriment des financements longs, reste une situation préoccupante pour le financement des investissements. Cette distorsion s'est manifestée dans ce contexte par des mesures autoritaires d'encadrement du crédit de la BCEAO qui ont accompagné les réformes en 1973/75 et notamment la création de l'UMOA.

96. De manière générale, le fonctionnement des circuits formels au Sénégal comporte des carences institutionnelles et des obstacles de tout genre. Il s'agit, en plus de l'insolvabilité et de la gestion irrationnelle de certaines banques et d'autres institutions de financement, du poids de l'endettement intérieur de l'Etat et des problèmes de marginalisation cités plus haut. En outre, il y a la perte de confiance d'une partie des épargnants et le désintérêt à l'égard du secteur agricole (la part hors crédit de campagne de l'encours total des crédits allouées au secteur agricole reste insignifiante). Toutes ces carences insistent à détourner l'épargne au profit de la consommation privée et des usages improductifs de toute nature.

97. Pour y porter remède, les autorités ont, certes, procédé à la liquidation et à la privatisation^{52/} de plusieurs de ces institutions bancaires et non bancaires. Mais, pour mieux catalyser les initiatives locales, une attention particulière devrait être accordée à la mise en place des banques rurales, face aux problèmes liés à la concentration des guichets bancaires à Dakar au détriment

^{52/} Une recommandation à l'endroit de ce processus est formulée ci-après.

de l'intérieur. Ces nouvelles structures devraient réunir un certain nombre de conditions^{53/} dont: (i) l'octroi des prêts collectifs à des petits groupes de paysans (5 à 6 personnes) se connaissant bien et travaillant ensemble (ii) la responsabilisation des emprunteurs (iii) l'assurance aux emprunteurs de l'accès à une ligne permanente de crédit (iv) l'établissement d'un lien entre l'accès au crédit et la constitution régulière d'une épargne et (v) le fait de baser les crédits sur la réputation des emprunteurs plutôt que sur l'apport de garantie.

G. Adopter une politique financière propre à encourager l'épargne et l'investissement ainsi qu'à lutter contre la fuite des capitaux

98. Une politique de taux d'intérêt tenant dûment compte du coût de l'argent est indispensable pour assurer la rentabilité du système bancaire et accroître le volume de l'épargne monétaire privée. On fera remarquer que suite aux rumeurs qui ont précédé la récente dévaluation du franc CFA, des dispositions sur la réglementation de change ont été prises par les deux banques centrales africaines de la zone franc, à savoir, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et la BCEAO.

99. Une mesure certes positive, enrayant la fuite des capitaux et préservant ainsi une masse monétaire qui aurait pu être gonflée par le rachat des billets CFA sortis des circuits officiels. Mais à la longue, les décotes enregistrées sur le marché secondaire des billets CFA aux frontières des pays de l'UMOA ainsi que la commission de 3% instituée par la Banque de France depuis le 1^{er} février 1993 pour rémunérer les coûts de transactions, ont contribué à la dépréciation progressive de la parité fixe du CFA par rapport au franc français. D'où une brèche de taille qui a conduit à une dévaluation effective du franc CFA au terme d'un Sommet extraordinaire de la Zone Franc organisé à Dakar le 11 janvier 1994, alors que la stabilité de la Zone Franc a toujours été considérée comme un élément offrant des garanties aux capitaux extérieurs. La fuite des capitaux n'a pas été jugulée. Elle a simplement changé de destination au bénéfice du pôle le plus développé de la zone franc (la France).

100. Dans ce contexte, il est indispensable que les mesures à concevoir mettent l'accent, non pas sur leur caractère répressif, mais plutôt sur des mesures suffisamment attractives pour fixer l'épargne à savoir, les taux d'intérêt réels positifs, taux de change réaliste, mesures fiscales, etc. Ce qui, en l'occurrence

^{53/} Ashe J. et Cosslett C. «Credit for the poor: past activities and future directives of the United Nations Development Programme» UNDP Policy Discussion Paper, 1989.

pourrait s'appliquer aux transferts de fonds des émigrés sénégalais en vue de leur injection dans l'économie nationale, et l'on devrait envisager également l'application d'un système discriminatoire de taux d'intérêt pondérés par une moyenne positive de taux.

101. Toutefois, en ce qui concerne l'effet de ces transferts sur le comportement des ménages, l'étude fait siennes les conclusions des auteurs du plan d'orientation sur le fait que la non-connaissance de la structure des revenus et des comportements d'épargne et de dépenses des ménages est l'un des maillons faibles de la planification nationale^{54/}. C'est à ce titre d'ailleurs, que l'étude a estimé formuler une recommandation visant à revoir la structure actuelle des mécanismes institutionnels chargés de l'élaboration des plans au Sénégal.

102. A propos du taux d'inflation plus élevé au Sénégal que dans nombre de pays de l'UMOA, deux séries de mesures pourraient faire l'objet d'une réflexion, à savoir i) réduire le taux d'impôt indirect en rapport avec la politique budgétaire nationale et ii) encourager l'utilisation de ressources et de technologies locales susceptibles de se substituer à celles généralement importées et permettant la réduction des coûts de production.

H. Améliorer la gestion des entreprises publiques

103. Le poids du secteur public dans l'économie sénégalaise a été encouragé par une baisse de compétitivité du secteur privé due au niveau élevé des coûts de production, d'où l'importance des mesures visant à restructurer les entreprises publiques et à accroître l'épargne publique. A cet égard, il convient, entre autres, d'accorder l'autonomie de décision en matière de prix aux entreprises concernées ou à défaut, de les couvrir par un système de péréquation adapté afin qu'elles aient la possibilité de tirer un revenu satisfaisant des investissements et d'autofinancer leur expansion.

104. La privatisation pourrait également y jouer un rôle, mais la connaissance de ses facteurs déterminants s'avère alors indispensable. Par ailleurs, la nécessité d'une privatisation n'est pas uniquement l'affaire de l'Etat, mais de l'ensemble des partenaires sociaux (pouvoirs publics, patronat, syndicats, institutions financières). Un dialogue entre ces différents acteurs s'impose pour faciliter le transfert des entreprises du portefeuille de l'Etat au secteur privé.

^{54/} Plan d'orientation, op.cit.p.119.

I. Rationaliser la gestion des finances notamment par l'amélioration de la fiscalité

105. Les efforts entrepris ont certes visé l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration de la discipline budgétaire telles que reflétées dans le plan d'austérité d'urgence, mais il faut tenir compte des effets anti-économiques sur le pouvoir d'achat des travailleurs et sur la compétitivité des entreprises publiques, victimes d'une fiscalité plutôt lourde (droits de douane très élevés et d'autres prélèvements para-fiscaux).

106. Une baisse substantielle des prix des denrées et un relèvement correspondant aux prix au producteur en faveur du monde rural seraient plus efficaces que les droits de douane élevés pour, par exemple, juguler le trafic frauduleux des denrées alimentaires pratiqués par les citoyens des pays limitrophes. De plus, une volonté politique agissante devrait conduire à la suppression des monopoles de la plupart des produits dont le sucre, qui perturbent la compétitivité sur le marché intérieur sénégalais.

J. Encourager la mise en place des marchés financiers aux niveaux national et sous-régional

107. Dans un contexte mondial caractérisé par la modicité des flux de capitaux, notamment en direction de l'Afrique, la recherche de nouvelles sources de financement est d'une nécessité vitale. Il importe, en conséquence, d'encourager la mise en place d'un marché financier au niveau national en vue de valoriser les participations étatiques dans les entreprises cotées et favoriser le processus de privatisation suggéré.

108. Tenant également compte des objectifs visés dans le projet sur un outil financier couvrant les pays de l'UMOA, une diversification et un encouragement au niveau de l'offre et de la demande, éléments indispensables à l'animation et à régulation d'un marché, ne pourraient être facilités que par l'action des autorités politiques dans le respect de la libre circulation de l'épargne domestique. Une mesure concrète serait donc la levée de toute restriction nationale à l'acquisition de titres obligataires ou d'actions par un résident d'un autre pays.

K. Renforcer les capacités locales en matière d'absorption des ressources

109. Le problème de la surliquidité des banques au Sénégal s'inscrit dans ce contexte et devrait trouver, du moins partiellement, une solution par le biais du financement des projets viables. Alors disponibles à une période de relative euphorie, ces projets n'ont pas du tout bénéficié des crédits bancaires, la surliquidité ayant plutôt été utilisée dans des opérations de pure spéculation.

110. Le recyclage de ces fonds dans des activités à des fins productives serait de nature à relever un défi lié au paradoxe des programmes d'ajustement classiques. Car, cette surliquidité est une manifestation concrète de la disponibilité des capacités locales à propos desquelles il est dit, généralement, que leur rareté est l'une des causes de la faible capacité d'absorption de capital des pays africains. De telles capacités financières locales associées à d'autres atouts du Sénégal, pour ne citer que les éléments culturels, devraient être renforcées par le biais de l'assistance internationale dont le soutien du Fonds de renforcement des capacités, ayant son siège à Harare^{55/}.

L. Consolider la coopération et l'intégration sous-régionales

111. Toutes ces mesures stratégiques devraient être orientées dans le sens de la coopération et de l'intégration africaine telle que prônée dans le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. C'est à cette fin qu'il s'avère primordial de concevoir, au niveau des sous-régions, un certain nombre d'actions. Au sein de l'UMOA, on pourrait particulièrement penser à la réflexion d'ensemble sur la meilleure manière de restructurer les économies des pays et de conduire leurs programmes de développement.

M. Concevoir des mesures économiques efficaces pour lutter contre les effets pervers de la récente dévaluation du franc CFA

112. La récente dévaluation a été rendue nécessaire du fait primo du refus du Fonds monétaire international (FMI) de financer les plans d'ajustement structurel des pays africains de la Zone Franc en raison du franc CFA qu'il jugeait surévalué, et secundo, de celui de la France qui liait désormais la poursuite de son aide au développement à la signature d'accords préalables entre les pays africains et le FMI. Théoriquement, on admet certes que la dévaluation est un outil de relance économique, mais elle soulève nombre de controverses, dont celle portant sur les élasticités-prix des demandes d'importations et d'exportations.

113. Face à une flambée des prix tant des produits de grande consommation que des produits importés, à des pratiques de

^{55/} Se référer à E.V.K.Jaycox, Vice Président, Région Afrique, Banque Mondiale, le renforcement des capacités est le chaînon manquant dans le processus de développement en Afrique. Une allocution prononcée le 20 mai 1993, lors d'une Conférence de l'African American Institute sur le thème «Renforcement des capacités en Afrique: efficacité et partenariat durable, Reston, Virginie, E.U.

rétenction volontaire des stocks visant une pénurie artificielle et à des menaces d'explosion sociale, il a paru indispensable de recommander, entre autres, une réadaptation de la politique monétaire des pays de l'UMOA et un renforcement des mesures de blocage des prix.

114. S'agissant de l'aspect monétaire, on a souvent observé que les économistes du FMI et de la Banque mondiale font de l'équilibre budgétaire une priorité, en tant que composante de leurs programmes. Ils s'en tiennent certainement au fait que dans les pays engagés dans les programmes d'ajustement structurel, le déficit budgétaire est financé par la dette extérieure et pour les bailleurs de fonds, il n'y a que l'impératif du remboursement qui compte. Ce qui du reste est tout à fait normal, la dette étant faite pour être remboursée.

115. Mais, sur le plan des principes, l'équilibre budgétaire n'a jamais figuré parmi les grands objectifs de politique économique qui sont, faut-il le rappeler, la croissance économique, le plein emploi, la stabilité des prix et l'équilibre de la balance des paiements. Or, un programme qui aurait pour seul objectif de réduire les déficits publics et extérieurs et de rétablir la solvabilité du pays en comprimant la demande, se heurterait aux effets négatifs de la déflation causée par cette compression de la demande.

116. Par ailleurs, on a la nette impression que cette exigence d'équilibre budgétaire ne concerne d'ailleurs que les pays en développement dont les pays africains, car il est rare qu'un pays même industrialisé et endetté réalise l'équilibre budgétaire. En France, par exemple, la dernière situation d'équilibre budgétaire remonte à 1931. Qui plus est, on utilise le jargon technique «impasse budgétaire» pour masquer la réalité du déficit.

117. S'agissant du cas particulier des pays africains de la zone franc, dont le Sénégal, qui viennent d'être frappés par la dévaluation récente de 50% du franc CFA, il est intéressant de noter que l'effort d'ajustement de la plupart de ces pays, dont le Sénégal, repose essentiellement sur la politique budgétaire et très accessoirement sur les politiques monétaire et de change qui relèvent d'autorités supranationales, la santé du franc CFA étant naturellement conditionnée par celle du franc français. Ces pays africains ne disposant que de pouvoirs de décision limités sur la politique monétaire, l'effort qui est exigé de leur part dans l'utilisation de la politique budgétaire est plus important que dans le cas du Ghana, par exemple, qui a pu faire usage, entre autres, de l'outil monétaire.

118. Il faut donc craindre, qu'en dépit des mesures de compensation qui sont déjà prises ou seront prises pour lutter contre les effets de cette dévaluation, les quatorze pays africains couverts par la

BEAC et la BCEAO ne remettent en cause cette expérience de coopération monétaire de la zone franc. Il importe donc que soit entreprise, au niveau national, une réflexion centrée sur les perspectives de réadaptation de la politique monétaire commune de la zone franc, compte tenu des effets particuliers de la dévaluation au niveau de chaque pays.

119. En ce qui concerne le Sénégal, il faudrait toutefois souligner que le champ d'application de la plupart des mesures stratégiques proposées face aux obstacles identifiés, reste conditionnées par l'application de la loi votée récemment par l'Assemblée nationale. En effet, ces nouvelles dispositions accordent au Président de la République les pleins pouvoirs économiques lui permettant de légiférer par décrets ou ordonnances en matière de fixation des salaires, de prix des denrées alimentaires et en ce qui concerne la fiscalité pour faire face à la crise actuelle du franc CFA.

120. Il n'est pas d'ailleurs étonnant qu'on ait appris que le Sénégal vient de décréter une hausse des prix de certaines denrées alimentaires pour juguler l'inflation et de lever la mesure visant la baisse de 15% frappant les salaires. Cette mesure, faut-il le rappeler, a été l'un des points d'achoppement du plan d'urgence d'austérité et avait entraîné des agitations sociales qui ont marqué ces derniers mois la scène politique du pays. De plus, n'étant pas en possession, au moment de la réalisation de cette étude, de l'intégralité des mesures d'accompagnement prises pour faire face aux effets néfastes de cet ajustement monétaire, une évaluation complète sur le Sénégal est impossible à ce stade. Il est cependant probable qu'avec le relèvement de 4.5% du taux directeur de la BCEAO, la thérapeutique monétaire prescrite ne soit différente de celle qui avait provoqué et accompagné la crise. Il s'agit d'une mesure anti-inflationniste classique peu pertinente au cas des pays africains en général et du Sénégal en particulier. La hausse des taux d'intérêt et l'encadrement du crédit favorisent la spéculation au détriment du secteur productif dont l'asphyxie ne va pas de pair avec les objectifs de relance visés.

121. Au terme de l'étude, on peut affirmer que le jugement porté sur ces axes stratégiques ne peut certes nier les indices de progrès substantiels réalisés dans les domaines de la restructuration de l'économie sénégalaise. Cependant les résultats économiques atteints n'ont pas toujours été à la mesure des objectifs fixés au départ. Cette situation est essentiellement imputable à un environnement macro-économique peu favorable, à une efficacité moindre des mesures prises et à une capacité insuffisante de gestion administrative, qui aurait pu faciliter, notamment, la réhabilitation du rôle des ressources financières intérieures pour un développement auto-suffisant et auto-entretenu dans les années 90. En d'autres termes, la constitution d'une épargne budgétaire serait un atout de taille permettant de consolider une crédibilité assez sérieusement entamée et

d'instaurer de meilleures conditions pour un nouveau partenariat dans l'accès aux ressources extérieures.

ANNEXES

TABLEAU 1.

**AGREGATS MACROECONOMIQUES, EPARGNE,
INVESTISSEMENT, BESOIN DE FINANCEMENT
DE LA NATION (MILLIARDS DE FCFA)**

	DEF.	DEF.	DEF.	DEF.	PROVIS	PROVIS.	PREVISION	PROJECT
	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
1-BESOIN DE FINANCEMENT DE LA NATION =DEFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	-92,1	-76,5	-63,2	-47,7	-57,3	-65,0	-77,9	-59,6
2-INVESTISSEMENTS	171,2	188,6	174,9	200,3	212,0	222,0	229,3	242,0
3-EPARGNE NATIONALE (=1+2)	79,1	112,1	111,7	152,6	154,7	157,0	151,5	182,4
4-EPARGNE INTERIEURE (= PIB-CF)	69,9	94,2	94,6	126,1	126,1	124,4	126,6	158,0
5-SOLDE DES REVENUS DE L'EXTERIEUR (= 3-4)	9,2	17,9	17,1	26,6	28,6	32,6	24,8	24,5
TAUX D'EPARGNE INTERIEURE (= 4/PIB)	5,1	6,4	6,4	8,1	7,9	7,5	7,5	8,9
TAUX D'AUTOFINANCEMENT (= 3/2)	46,2	59,4	63,9	76,2	73,0	70,7	66,0	75,4
TAUX D'INVESTISSEMENT (=2/PIB)	12,4	12,7	11,8	12,9	13,3	13,4	13,6	13,7
PIB	1382	1483	1476	1553	1591	1661	1692	1773
CONSOMMATION FINALE	1312	1389	1382	1426	1465	1537	1565	1615
PNB	1321	1418	1409	1499	1537	1610	1637	1719
POPULATION (MILLIONS)	6,7	6,9	7,1	7,3	7,5	7,7	7,9	8,1
PNB/TETE (EN DOLLARS)	655,0	688,5	621,7	754,2	726,4	789,7	752,5	769,1
PIB A PRIX CONSTANTS 1987	1382	1452	1432	1496	1509	1552	1548	1602
TAUX DE CROISSANCE PIB		5,1	-1,4	1,5	0,8	2,9	-0,3	3,5
TAUX DE CHANGE FCFA/ DOLLAR EU	300,5	298,0	319,0	272,3	282,1	264,7	275,0	275,0
REVENU NATIONAL BRUT (MDS CFA)	1391	1501	1493,5	1579,2	1619,5	1694,0	1716,7	1797,0
R.N/TETE (EN \$)	689,9	728,8	659,2	794,6	765,5	830,7	788,9	804,0

Source: Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Direction de la Prévision et de la Statistique, Dakar, Sénégal,
Septembre 1993

TABLEAU 2.

RECETTES, DEPENSES ET DEFICITS PUBLICS
(en pourcentage du PIB)

	1980	1986	1987	1988	1989	1990
Recettes courantes	23,0	17,8	18,7	17,5	16,8	16,7
Dépenses courantes	23,5	18,9	18,4	17,2	18,1	18,6
Autres recettes
Autres dépenses	5,0	2,7	2,8	2,9	2,8	2,6
Solde budgétaire	-4,3	-4,8	-4,5	-5,2	-4,4	-3,4
Emprunts extérieurs (nets)	2,8	2,3	3,9	3,6	3,3	3,6
Financement intérieur non bancaire	-0,4	-0,6	-0,6	-0,2	-0,1	-0,5
Financement intérieur bancaire	1,1	1,6	0,1	0,4	-0,7	-1,1
Dons officiels	0,8	1,6	1,1	1,4	2,0	1,3

Source: FMI, Government Finance Statistics, 1992

TABLEAU 3 - DETTE EXTERIEURE DU SENEGAL

	(millions de dollars E.U.)												
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
VOLUME DETTE TOTAL (VDT)	1468	1665	1855	2072	2198	2558	3220	4030	3892	3282	3733	3518	3445
Dettes à long terme (DLT)	1109	1242	1433	1650	1696	2067	2658	3367	3294	2700	3002	2888	2858
Dettes publiques et garanties par l'Etat	1100	1230	1421	1640	1687	2055	2619	3326	3261	2667	2942	2838	2815
Privée non garantie	9	12	12	10	9	12	39	41	33	33	60	51	43
Utilisation crédit FMI	140	186	220	230	230	267	289	342	318	316	314	327	282
Dettes à court terme	219	237	202	192	272	224	273	321	280	266	417	308	305
Dont: arriérés d'intérêts DLT	0	0	0	0	12	13	1	2	2	16	0	0	0
Mémoire : arriérés sur le principal	0	0	0	0	0	6	4	3	2	6	0	29	0
Mémoire : crédits à l'exportation	0	0	444	645	472	643	811	900	812	787	826	813	0
FLUX TOTAL DE LA DETTE													
Décaissements	392	367	356	392	235	229	472	507	339	439	244	196	283
Dettes à long terme	325	299	298	359	203	173	414	434	282	374	216	138	283
Achats au FMI	67	66	58	33	32	56	58	73	57	65	28	58	0
Remboursements du principal	161	83	41	37	59	96	162	222	227	188	192	185	330
Dettes à long terme	153	75	27	26	42	49	96	156	163	128	137	138	285
Refinancements FMI	8	8	14	11	17	47	66	66	64	60	55	47	45
Flux nets sur la dette	231	284	315	355	176	84	371	332	71	223	219	-101	-47
Dettes à long terme	172	224	271	333	161	124	318	278	119	246	79	0	-2
FMI	59	60	44	22	15	9	-8	7	-7	5	-27	11	-45
Dettes à court terme	0	0	0	0	0	-49	61	47	-41	-28	167	-112	0
Paiements d'intérêt	89	89	73	72	96	86	130	157	156	187	124	120	95
Dettes à long terme	62	45	33	39	57	48	95	119	115	147	81	89	90
Refinancements FMI	3	6	11	14	16	19	19	17	18	16	14	10	5
Dettes à court terme	24	38	29	19	23	19	16	21	23	24	29	21	0
Transferts nets sur la dette	142	195	242	283	80	-2	241	175	-85	36	95	-221	-142
Service dette total (SDT)	250	172	114	109	155	182	292	379	383	375	316	305	425
Dettes à long terme	215	120	60	65	99	97	191	275	278	275	218	227	375
FMI	11	14	25	25	33	66	85	83	82	76	69	57	50
Dettes à court terme (intérêts seulement)	24	38	29	19	23	19	16	21	23	24	29	21	0
TRANSFERTS NETS DE RESSOURCES	263	339	369	407	316	205	471	481	332	516	621	532	349
Flux nets sur dette LT (sauf FMI)	172	224	271	333	161	124	318	278	119	246	79	0	-2
Investissement étranger direct (net)	14	34	28	-34	29	-15	-8	-3	14	0	0	0	0
Dons (sauf dons AT)	77	81	70	108	126	96	161	206	199	270	542	532	351
Subventions coopération technique	122	117	102	99	114	92	121	131	130	131	148	150	100
TRANSFERTS NETS DE RESSOURCES	167	257	301	343	232	140	358	336	188	341	507	408	226
Bénéfices sur l'investissement étranger	34	37	35	25	27	17	16	26	29	26	33	35	33
PRINCIPAUX AGREGATS ECONOMIQUES													
Produit national brut (PNB)	2916	2370	2467	2370	2210	2430	3572	4357	4726	4451	5630	5582	5970
Exportations de biens et services (EBS)	905	1066	985	1027	966	910	1146	1195	1341	1341	1581	1640	1690
Importations de biens et services (IBS)	1337	1630	1346	1433	1327	1296	1541	1664	1771	1724	2007	2000	1990
Réserves internationales (RES)	25	20	24	23	12	14	20	23	22	30	22	23	24
Balance comptes courants	-386	-461	-265	-304	-272	-271	-267	-306	-266	-195	-124	-14	-8
PRINCIPAUX RATIOS													
VDT/EBS (%)	162	156	192	202	228	281	281	337	290	245	236	215	204
VDT/PNB (%)	50	70	75	87	100	105	90	93	82	74	66	63	58
SDT/EBS (%)	28	16	12	11	16	20	26	32	29	28	20	19	25
INT/EBS (%)	10	8	8	7	10	10	11	13	12	14	8	7	6
INT/PNB (%)	3	4	3	3	4	4	4	4	3	4	2	2	2
RES/VDT (%)	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
RES/IBS (mois)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Court terme/VDT (%)	15	14	11	9	12	9	9	8	7	8	11	9	9
Concessionnelle/VDT (%)	28	34	35	36	37	38	43	48	53	53	53	55	62
Multilatérale/VDT (%)	18	22	22	23	22	23	25	29	30	36	36	40	45

TABLEAU 3 - DETTE EXTERIEURE DU SENEGAL

	(millions de dollars E.U.)												
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
ENCOURS DE LA DETTE	1109	1242	1433	1650	1896	2087	2658	3367	3294	2700	3002	2886	2858
a. Dette publique et garantie par l'Etat	1100	1230	1421	1640	1867	2055	2619	3326	3261	2667	2942	2835	2815
Créanciers publics	650	878	1125	1354	1398	1779	2304	3006	3025	2467	2763	2693	2736
Multilatéraux	261	389	414	483	489	579	815	1149	1185	1184	1357	1411	1534
IDA	99	146	165	182	198	231	353	506	551	592	742	795	885
BIRD	56	76	78	86	75	89	110	126	105	94	88	75	64
Bilatéraux	389	509	711	871	909	1200	1489	1857	1880	1273	1406	1282	1202
Créanciers privés	450	352	298	266	289	276	315	320	236	200	179	142	79
Obligations	4	2	2	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Banques commerciales	128	102	104	107	127	117	137	126	92	86	84	76	38
Autres privés	318	248	190	178	161	158	178	194	144	114	95	66	41
b. Dette privée non garantie	9	12	12	10	9	12	39	41	33	33	60	51	43
ENGAGEMENTS	467	470	545	254	274	135	423	533	319	348	356	295	0
Créanciers publics	420	353	497	208	262	106	383	532	319	348	352	295	0
Multilatéraux	173	197	92	94	69	35	208	342	162	127	214	289	0
IDA	47	38	18	59	34	24	125	99	129	66	143	110	0
BIRD	10	55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bilatéraux	247	156	405	114	193	71	175	190	157	221	136	6	0
Créanciers privés	47	117	46	46	12	29	40	1	0	0	4	0	0
DECAISSEMENTS	325	299	298	359	203	173	414	434	282	374	216	138	283
a. Dette publique et garantie par l'Etat	325	297	298	359	203	167	410	428	274	366	201	129	283
Créanciers publics	185	253	271	286	187	155	348	401	270	366	201	128	279
Multilatéraux	92	121	60	90	51	51	196	257	120	90	130	109	191
IDA	12	47	21	20	20	28	112	116	65	50	112	50	94
BIRD	16	21	4	11	8	4	9	3	0	0	0	0	0
Bilatéraux	93	132	211	196	136	104	152	144	150	276	71	19	88
Créanciers privés	140	44	27	73	16	12	62	27	4	0	0	1	4
Obligations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques commerciales	23	1	4	4	0	1	34	10	0	0	0	0	0
Autres privés	117	43	23	69	16	11	28	17	4	0	0	1	4
b. Dette privée non garantie	0	2	0	0	0	6	4	6	8	8	15	9	0
REMBOURSEMENTS DU PRINCIPAL	153	75	27	26	42	49	96	156	163	126	137	136	285
a. Dette publique et garantie par l'Etat	149	73	25	24	40	45	94	148	155	120	126	130	277
Créanciers publics	18	12	7	12	20	26	59	99	101	70	109	98	239
Multilatéraux	2	3	4	7	10	12	25	46	43	46	57	61	66
IDA	0	0	0	1	1	2	3	1	1	1	2	3	4
BIRD	2	2	2	4	4	4	7	10	9	9	13	12	10
Bilatéraux	16	9	3	5	10	14	34	53	58	24	52	37	173
Créanciers privés	131	61	18	12	20	19	35	49	54	50	17	32	38
Obligations	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Banques commerciales	58	27	4	1	6	6	16	27	31	28	4	7	9
Autres privés	73	34	14	11	12	13	18	22	23	22	13	25	29
b. Dette privée non garantie	4	2	2	2	2	4	2	8	8	8	11	8	8
PAIEMENTS D'INTERET	62	45	33	39	57	48	95	119	115	147	81	89	90
a. Dette publique et garantie par l'Etat	62	45	33	39	57	47	94	116	112	146	79	86	88
Créanciers publics	19	17	20	31	36	28	80	96	92	126	70	72	82
Multilatéraux	4	7	9	10	13	7	22	23	26	36	25	29	27
IDA	0	0	1	1	1	1	2	3	4	4	4	6	6
BIRD	3	4	5	5	6	6	7	10	9	8	6	8	5
Bilatéraux	15	10	11	21	25	21	58	73	66	90	45	43	55
Créanciers privés	43	28	13	8	19	19	14	20	20	20	9	14	6
Obligations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques commerciales	22	19	10	5	13	14	8	11	11	11	5	8	2
Autres privés	21	9	3	3	6	5	6	9	9	9	4	6	4
b. Dette privée non garantie	0	0	0	0	0	1	1	3	3	1	2	3	2

TABLEAU 3 - DETTE EXTERIEURE DU SENEGAL

	(millions de dollars E.U.)												
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
SERVICE TOTAL DE LA DETTE	215	120	60	65	99	97	191	275	278	275	218	227	375
a. Dette publique et garantie par l'Etat	211	118	58	63	97	92	188	284	287	286	205	216	365
Créanciers publics	37	29	27	43	58	54	139	195	193	198	179	170	321
Multilatéraux	6	10	13	17	23	19	47	69	69	82	82	90	93
IDA	0	0	1	2	2	3	5	4	5	5	6	9	10
BIRD	5	6	7	9	10	10	14	20	18	17	19	20	15
Bilatéraux	31	19	14	26	35	35	92	126	124	114	97	80	228
Créanciers privés	174	89	31	20	39	38	49	89	74	70	26	46	44
Obligations	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Banques commerciales	80	46	14	6	21	20	24	38	42	39	9	15	11
Autres privées	94	43	17	14	18	18	24	31	32	31	17	31	33
b. Dette privée non garantie	4	2	2	2	2	5	3	11	11	9	13	11	10
FLUX NETS	172	224	271	333	161	124	318	278	119	246	79	0	-2
a. Dette publique et garantie par l'Etat	176	224	273	335	163	122	316	280	119	246	75	-1	6
Créanciers publics	167	241	264	274	167	129	289	302	169	296	92	30	40
Multilatéraux	90	118	56	83	41	39	171	211	77	44	73	48	125
IDA	12	47	21	19	19	26	109	115	64	49	110	47	90
BIRD	16	19	2	7	4	0	2	-7	-9	-9	-13	-12	-10
Bilatéraux	77	123	208	191	126	90	118	91	92	252	19	-18	-85
Créanciers privés	9	-17	9	61	-4	-7	27	-22	-50	-50	-17	-31	-34
Obligations	0	0	0	0	0	0	-1	0	0	0	0	0	0
Banques commerciales	-35	-26	0	3	-8	-5	18	-17	-31	-28	-4	-7	-9
Autres privées	44	9	9	58	4	-2	10	-5	-19	-22	-13	-24	-25
b. Dette privée non garantie	-4	0	-2	-2	-2	2	2	-2	0	0	4	1	-8
TRANSFERTS NETS	110	179	238	294	104	76	223	159	4	99	-2	-89	-92
a. Dette publique et garantie par l'Etat	176	224	273	335	163	122	316	280	119	246	75	-1	6
Créanciers publics	148	224	244	243	129	101	209	206	77	170	22	-42	-42
Multilatéraux	86	111	47	73	28	32	149	188	51	8	48	19	98
IDA	12	47	20	18	18	25	107	112	60	45	106	41	84
BIRD	13	15	-3	2	-2	-6	-5	-17	-18	-17	-19	-20	-15
Bilatéraux	62	113	197	170	101	69	60	18	26	162	-26	-61	-140
Créanciers privés	-34	-45	-4	53	-23	-26	13	-42	-70	-70	-26	-45	-40
Obligations	0	0	0	0	0	0	-1	0	0	0	0	0	0
Banques commerciales	-57	-45	-10	-2	-21	-19	10	-28	-42	-39	-9	-15	-11
Autres privées	23	0	6	55	-2	-7	4	-14	-28	-31	-17	-30	-29
b. Dette privée non garantie	-4	0	-2	-2	-2	1	1	-5	-3	-1	2	-2	-10
MODALITES MOYENNES DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS													
Tous créanciers													
Intérêt (%)	6	6	5	5	4	6	3	3	2	2	2	4	0
Echéances (années)	20	19	28	27	22	24	28	29	32	32	34	29	0
Période de grâce (années)	6	5	8	6	6	6	8	8	9	9	9	7	0
Elément don (%)	30	28	41	44	44	36	53	53	67	69	67	49	0
Créanciers publics													
Intérêt (%)	5	6	5	4	3	4	3	3	2	2	2	4	0
Echéances (années)	21	22	29	30	23	29	31	29	32	32	34	29	0
Période de grâce (années)	6	6	8	7	6	7	8	8	9	9	9	7	0
Elément don (%)	34	31	44	52	46	45	58	53	67	69	68	49	0
Créanciers privés													
Intérêt (%)	11	6	9	9	10	11	9	11	0	0	9	0	0
Echéances (années)	9	11	12	14	7	9	8	8	0	0	11	0	0
Période de grâce (années)	3	2	3	3	2	3	4	2	0	0	3	0	0
Elément don (%)	-1	16	8	10	2	-0	4	9	0	0	7	0	0
POUR MEMOIRE													
Encours de la dette concessionnelle	410	567	648	741	811	974	1362	1918	2051	1753	1986	1935	2120
Encours de la dette à taux variables	141	123	118	113	138	132	165	148	112	107	140	127	93